

# COMMISSION DE L'ALGERIE

## Procès-verbaux

Tome II

Commission d'amen d'Algér  
 19<sup>e</sup> session  
 Résolution du 9 février

MM. le Comte d'Alsace, prince d'Hénin.	170 voix.
Hervéy.....	170 —
de Landement.....	170 —
Le Général Bourgeois.....	170 —
Mauger.....	170 —
Cornudet.....	170 —
de Hars.....	170 —
Maurice Ordinaire.....	170 —
Albert Mahieu.....	170 —
Cuttoli.....	170 —
Chagnaud.....	170 —
Auber.....	170 —
Charles Dumont.....	170 —
Messimy.....	170 —
Vallier.....	170 —
Reboul.....	170 —
Saurin.....	170 —
Duroux.....	170 —

REAU

GASSET. G. D. 1907

Jean MOREL. G. D. 1907

LAU

HERVEY. G. R.

MANDO. V

7<sup>e</sup> BUREAU

Général BOURGEOIS. V

Maurice ORDINAIRE. V

8<sup>e</sup> BUREAU

LE HARS. V

SIMYAN. G. D.

9<sup>e</sup> BUREAU

VAYSSIÈRE. G. D.

Hugues LE ROUX. V



1935

(18 membres )

MM. BAUFLE  
Henry BOURDEAUX  
Général BOURGEOIS  
CUTTOLI  
DUROUX  
HAYAUX  
HERVEY  
de LA GRANDIERE  
LEBLANC  
J. LOUBET  
MAUGER  
MESSIMY  
Auguste MOUNIE  
REBOUL  
ROUX-FREISSINENG  
T. STEEG  
VALLIER  
Maurice VIOLETTE

Pour avoir un Registre semblable, il suffit d

1934

(18 Membres)

MM.

BOURDEAUX  
Général BOURGEOIS  
CUTTOLI  
DEMELLIER  
DUROUX  
DE LA GRANDIERE  
HAYAUX  
HERVEY  
LEBLANC  
LOUBET  
MAUGER  
MESSIMY  
MOUNIE  
Maurice ORDINAIRE  
ROUX-FREISSINENG  
STEEG  
VALLIER  
VIOLETTE

69 S 285



SCRUTIN DE LISTE  
POUR LA NOMINATION  
de la  
COMMISSION DE L'ALGERIE.

-----

(18 membres )

MM. BAUFLE  
Henry BOURDEAUX  
Général BOURGEOIS  
CUTTOLI  
DUROUX  
HAYAUX  
HERVEY  
de LA GRANDIERE  
LEBLANC  
J. LOUBET  
MAUGER  
MESSIMY  
Auguste MOUNIÉ  
REBOUL  
ROUX-FREISSINENG  
T. STEEG  
VALLIER  
Maurice VIOLETTE



S C R U T I N  
pour la nomination de 18 Membres  
de la  
COMMISSION DE L'ALGÉRIE

---

MM. Maurice BAUFLE  
Henry BOURDEAUX  
DE COURTOIS  
René COTY  
CUTTOLI  
DUROUX  
GALLET  
HARENT  
HENRY-HAYE  
HERVEY  
LEBLANC  
J. LOUBET  
MAUGER  
A. MORIZET  
C. REBOUL  
ROUX-FREISSINENG  
STEEG  
Maurice VIOLETTE



COMMISSION chargée,  
en 1931, de l'examen des projets  
et propositions de loi relatifs  
à l'Algérie.

-----

M.M.     ALBERT MAHIEU  
         DE BLOIS  
         GENERAL BOURGEOIS  
         CUTTOLI  
         DEMELLIER  
         DUROUX  
         HERVEY  
         LEBLANC  
         LE TROCQUER  
         MAUGER  
         MESSIMY  
         MOUNIE  
         ORDINAIRE Maurice  
         REBOUL  
         SAURIN  
         STEEG  
         VALLIER  
         VIOLETTE

-:-:-:-



**SÉNAT**

Résolution du  
10 juillet 1914

---

portant création d'une  
commission de 18 membres  
"à l'



4  
Commission chargée d'examiner les réformes que  
comporteraient la situation de l'Algérie.

---

Délibérations

Volume II

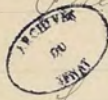
---



3

Séance du Mardi 21 Juin 1921

Présidence de M. Jean Morel, président.



Sont présents: M. Chastenot, Buttoli, Herway, Flandin, Jean Morel, Tappsière.

La séance est ouverte à 14 heures et demie.

M. le Président invite ses collègues à désigner un vice-président, ou remplaçant de M. Etienne, décédé.

La Commission désigne, par acclamations, M. Etienne Flandin.

En conséquence, M. Etienne Flandin est proclamé vice-président de la Commission.

M. le Président informe la Commission que la conférence des présidents de grandes commissions a décidé, à l'unanimité, de demander au Sénat la prorogation des pouvoirs de la Commission jusqu'au 31 décembre 1921. A cette date il y aura lieu de proposer le renouvellement de cette prorogation, ~~si cela paraît utile~~. Il est vraisemblable que la mission de la Commission ne sera pas terminée à cette époque.

L'orateur rappelle les origines de la Commission; il cite les paroles prononcées par M. Jomart à la séance du Sénat du 10 juillet 1914, lors de la discussion qui a précédé le







4

M. Guittoli exprime le désir de voir la  
Commission prendre le nom de Commission  
de l'Algérie et des pays de protectorat de  
l'Afrique du Nord.

Avant de lever la séance, M. le Président  
félicite M. Etienne Plandin au sujet de  
sa nomination à la vice-présidence de la  
Commission.

M. Etienne Plandin remercie ses  
collègues et se déclare touché de la marque  
de confiance que veut bien lui donner  
la Commission.

La séance est ensuite levée à 15 heures  
un quart.

Pour Le Président,

*A. M. - 7*

Le Secrétaire,

*M. Fayard*



Séance du mardi 8 Novembre 1921

Présidence de M. Etienne Flandin, vice-président.

La séance est ouverte à 15 heures moins 10.

Sont présents : M. le général Bourgeois,  
Chastenet, Etienne Flandin, Hervej, Manger,  
Vayssière.

Excusés : M. J. Jonnart, Jean Morel.

Démission  
de  
M. Jean Morel  
Président.

M. le Président donne lecture d'une  
lettre de M. Jean Morel, président, qui, pour  
raison de santé, se voit obligé de résigner ses  
fonctions et demande également à voir un de  
ses collègues chargé du rapport sur la  
"Situation économique de l'Algérie".

Malgré l'insistance de M. Flandin, M.  
Jean Morel a maintenu sa décision.

En conséquence la Commission est  
invitée à élire un président.

Election de  
M. Etienne Flandin,  
président.

A l'unanimité, M. Etienne Flandin,  
vice-président, est élu président.

M. le Président exprime sa gratitude  
à la Commission. Il n'a tenu pas sans  
regret la mission qu'avait acceptée  
M. Jean Morel et qu'il accomplissent avec  
tant d'autorité et de dévouement. Celui-ci,  
il en a donné l'assurance, continuera à plaider la  
cause de la Commission auprès de la conférence



Les présidents des grandes commissions, afin d'assurer la prorogation des pouvoirs de la Commission de réformes en Algérie, dont l'œuvre doit continuer celle de la grande commission de l'Algérie qui avait présidé Jules Ferry.

La commission doit, dès à présent, poursuivre résolument son travail, préparer la tâche du Sénat et y consacrer le meilleur de ses forces et de son cœur.

Élection de  
H. Chastenot,  
vice-président

A l'unanimité, la commission désigne M. Guillaume Chastenot, comme vice-président, en remplacement de M. Etienne Plandin, élu président.

M. Chastenot remercie ses collègues de l'honneur qui vient de lui être fait.

La Commission décide de se réunir, en principe, tous les samedis.

Retrait d'un  
article du  
programme  
des  
travaux.

Après explications de M. le Général Bourgeois, le rapport N° 50 "application aux indigènes de nos armées des lois et mesures sociales de guerre" est retiré du programme des travaux. La question ne présente plus actuellement d'intérêt.

Sur la proposition de M. le Président la nomination d'un rapporteur sur "la situation économique de l'Algérie" en remplacement de M. Jean Morel ne sera



faite qu'après les élections destinées à compléter la Commission.

La séance est ensuite close à 15 heures un quart.

Le Président,                      Le Secrétaire,  
G. H.                      M. H. V.

Séance du Samedi 11 Novembre 1921

Présidence de M. Etienne Flandin.

La séance est ouverte à 15 heures.

Sont présents: M. Etienne Flandin, Hervez et Pasquet.

Excusé: M. Luthi.

Prorogation  
des  
pouvoirs de la  
Commission.

M. le président appelle l'attention de ses collègues sur la nécessité de provoquer la prorogation du mandat de la Commission au-delà du 31 décembre. Le bureau fera une démarche auprès de M. le président du Sénat, dans ce but et pour obtenir l'impression et la distribution des rapports faits sur les questions inscrites au programme des travaux.

Rapport de  
M. Hervez  
sur l'Agriculture

M. Hervez, rapporteur donne lecture de son rapport N° 14 sur



9

l'Agriculture, l'élevage et le régime  
forestier. (Annexe I.)

Betterave

M. le Président, au sujet de ce rapport insiste sur la nécessité du développement de la betterave à sucre en Algérie. Outre le bénéfice que la Colonie en peut attendre, il faut prévoir l'éventualité d'une guerre navale qui priverait le pays de sucre, puisqu'il importe actuellement la presque totalité de ce produit.

Régime  
hydraulique.

L'attention de la Commission doit également se porter sur le régime hydraulique. Il y aurait lieu d'inviter le Gouvernement à étudier une législation spéciale applicable à l'Algérie, sur la matière.

M. le Président, au nom de la Commission, remercie et félicite M. Hervey de ce rapport d'un haut intérêt. Il invite la Commission à discuter ses conclusions à une séance ultérieure.

Des personnalités compétentes, notamment des sénateurs et des députés de l'Algérie, ou d'anciens parlementaires pourraient documenter la Commission sur certaines questions et être entendus par elle. (Appelation.)

L'ordre du jour étant épuisé,



La séance est levée à 16 heures 10 minutes.

Le Président,

Le Secrétaire.

G. H. H. H.

M. V. V. V.

Séance du Vendredi 9 décembre 1911

Présidence de M. Etienne Flandin.

La séance est ouverte à quatorze heures quarante.

Sont présents: M. A. Berthelot, le gal Bourgeois, Hervey, Etienne Flandin, Manger, Pasquet, Vayssière. Excuse M. Antoli

Rapport de  
M. le gal Bourgeois  
sur  
les territoires du Sud

M. le général Bourgeois résume son rapport sur "les territoires du Sud".

Il importe de compléter ce rapport par un travail sur le Sahara et le transsaharien.

M. le Président remercie M. le gal Bourgeois du résumé si vif et si précis que la commission vient d'entendre.

Il est décidé que des conclusions seront soumises à la Commission, comme suite à ce travail. Elles comporteront un certain nombre de propositions de résolution.



11  
M. le président propose d'entendre  
à la prochaine séance, M. Gasser, le  
nouveau sénateur d'Oran. (Ad. l'asson.)

La séance est ensuite levée à  
seize heures.

Le Président,

Le Secrétaire,

Ch. Cassin

M. Vayer

Séance du lundi 19 Décembre 1921  
Présidence de M. Pierre Flandin.

La séance est ouverte à 14 heures et demie.

Sont présents : M. M. Cutholi, Flandin,  
Aervey, Manger, Vayssié.

Excuse : M. le gal Bourgeois.

Lettre de  
M. Ahmed Balloul

M. le président donne lecture d'une  
lettre de M. Ahmed Balloul, agrégé de  
l'Université, qui demande à être  
entendu par la Commission sur la  
question de la réforme des délégations  
algériennes.

La Commission décide d'entendre  
M. Balloul, à la prochaine séance.



Rapport  
de  
M. Vayssière  
sur  
l'Hygiène, l'Assistance  
médicale et les  
dispensaires.

M. Vayssière, donne lecture de son  
rapport sur l'Hygiène, l'Assistance  
médicale et les dispensaires.

M. Cuttoli estime qu'il faut attirer  
l'attention du Gouvernement général  
sur les ravages causés par la fièvre  
typhoïde et sur la nécessité d'assurer  
surtout au moins la "javelisation" de  
l'eau potable, dans les agglomérations.

M. le Président félicite M. Vayssière de  
sa documentation et insiste sur la  
nécessité pour la Commission de  
prendre des résolutions tendant 1°) à  
donner l'appui au décret dont est l'objet  
le Gouvernement, ayant pour objet d'armer  
le Gouverneur général de pouvoirs  
plus étendus, en ce qui concerne les  
questions sanitaires; 2°) à attirer l'atten-  
tion du Gouvernement général sur la néces-  
sité d'intensifier la lutte contre la Syphilis  
en s'inspirant des mesures mises en vigueur  
en Tunisie où un service très discret a  
réussi; 3°) à préconiser l'adoption de mesures pro-  
pres à combattre la mortalité infantile.

M. Cuttoli... C'est dans les douars qu'il  
faudrait surtout atteindre les indigènes.

Rapport  
sur  
l'Armée  
d'Afrique  
général Bourgeois

Au nom de M. le Général Bourgeois d'Alger  
donne lecture du rapport sur l'Armée  
d'Afrique.



M. Vayssière est autorisé à déposer son rapport complet   par des propositions de résolution.

Projet  
de  
Résolution

Il est décidé que le rapport de M. Lerooy sur l'agriculture, l'élevage et les forêts sera déposé sur le bureau du Sénat et complet   par des propositions de résolutions concernant la l  tterature, le dégrèvement des tabacs algériens pour les employer dans la consommation de la Métropole, de l'engraissement du bétail et le régime hydraulique.

La séance est ensuite levée à dix-sept heures 45 minutes.

Le Président,

Le Secrétaire.

*Em. M.*

*M. Vayssière*

Séance du vendredi 13 décembre 1901.

Présidence de M. Etienne Flandin.

La séance est ouverte à 14 heures et demie.

Sont présents: M. et E. Flandin, Manger, P  delidon, Vayssière.

Audition  
de  
M. Ahmed Balloul

M. Ahmed Balloul agrégé de l'Université, rédacteur en chef du journal d'Alger est entendu. Il donne lecture d'une note relative à la réprésentation des indigènes algériens au Parlement, suivie d'un rapport présenté aux délégations



financières par M. Raïd - Hammoud, délégué  
financier, au nom de la commission désignée  
par les sections arabe et kabyle réunies, des  
délégués financiers et relatif à la réforme  
des assemblées algériennes. (Vairameres I et II)

M. le Président remercie M. Ahmed Balloul  
de sa communication intéressante. La Commission  
recherchera la solution la plus conforme aux  
intérêts des indigènes.

M. Pédebidou félicite de sa modération M.  
Balloul. Il réduit ses prétentions dans les  
mesures les plus prudentes. Ainsi limitée la  
question du droit de vote pour les indigènes ne  
peut fronder que des sympathies à la commission.

M. Balloul se retire.

Prorogation  
de la  
Commission

M. le Président donne lecture d'un projet  
de note qui devra être remise à tous les  
présidents de commissions permanentes du  
Sénat en vue de la prochaine conférence des  
présidents de commissions. Il consent, en  
effet de provoquer le renouvellement des  
pouvoirs de la Commission pour l'année 1908.

Ce projet de note est adopté.

La séance est ensuite levée à 5 heures et demie.

Le Président,  
Bismarck 7

Le Secrétaire,  
M. Jagnière



15

Séance du mardi 14 février 1911.

Présidence de M. Etienne Flandin, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 14 heures et demie.

Sont présents: M. le comte D'Alsace, Auber,  
le gal Bourgeois, Duroux, E. Flandin, Hervey,  
Mando, Manger, Ordinaire, Vallier, Vayssière.

M. le Président invite la Commission  
nouvellement élue dans les bureaux le 9  
février, à nommer les membres de son  
bureau.

Nomination  
du  
bureau  
de la  
nouvelle Commission

M. Etienne Flandin est élu président  
par acclamations.

Sont ensuite nommés à l'unanimité:

M. le gal Bourgeois et Hervey, vice-présidents.  
M. Caffoli et Vayssière, secrétaires.

M. le président, se fait l'organe du bureau  
pour exprimer à la commission ses sentiments  
de reconnaissance.

Il est touché, en ce qui le concerne person-  
nellement, de la confiance qui lui est  
témoignée.

Il fait ensuite l'historique de la Commission  
qui avait été primitivement, en 1911, chargée de  
procéder à une enquête sur les réformes à  
effectuer en Algérie au triple point de vue  
politique, administratif et économique.

La décision du Sénat, en date du 31 janvier



demander, "charge la commission, en 1911, de l'examen des projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie."

Demande  
du  
Maintien  
des  
pouvoirs d'enquête.

La Commission doit-elle se contenter de ces attributions nouvelles ou doit-elle demander au Sénat, tout en lui conservant, les ~~desires~~ la mission d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie, de lui maintenir les pouvoirs d'une commission "chargée de rechercher, de concert avec le gouvernement les réformes à introduire dans la situation présente de l'Algérie au triple point de vue politique, administratif et économique," autrement dit de lui conserver les pouvoirs de commission d'enquête qui avaient été conférés à la Grande Commission présidée par Jules Ferry?

La Commission décide d'adopter la seconde procédure.

En conséquence, cf. le Président, interviendra auprès de cf. le Président du Sénat et devant l'Assemblée, si besoin est, dans le sens qui vient d'être indiqué.

La Commission décide de se réunir, au principe, le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>ème</sup> Samedi de chaque mois. En conséquence, la prochaine séance aura lieu le Samedi 15 février à quinze heures.



17  
La séance est ensuite levée à quinze heures dix minutes.

Le Président,

Le Secrétaire.

11-7

Séance du Vendredi 11 Mars 1911.

Présidence de M. Hervey, vice-président.

Sont présents: M. M. Duroux, Cutholi, Gasser, Hervey, de Landemont, Le Mars, Hugues Le Roux, Vauvrière.

La séance est ouverte à seize heures.

Croix de  
la  
Légion d'Honneur.

La Commission désigne M. Vauvrière en qualité de rapporteur du projet de loi adopté par la Chambre des députés tendant à autoriser le Gouvernement à disposer d'un certain nombre de décorations de l'ordre nat<sup>l</sup> de la Légion d'Honneur, à l'occasion du voyage du président de la République en Algérie.

Le rapport sera déposé aujourd'hui même avec conclusions conformes.

M. Cutholi rappelle que le rapport fait à la Chambre sur la proposition de loi Morinand relative à la réforme des délégations financières est soumis au ministère de l'intérieur. Il demande que son rapport sur la proposition de loi relative au même objet soit



également renvoyé au ministère de l'Intérieur  
pour être examiné conjointement avec celui de  
la Chambre. Il pourra alors faire l'objet d'un  
projet de loi qui sera déposé par le Gouvernement.

Cette proposition est adoptée.

M. Le Hars demande qu'il soit procédé  
prochainement à la nomination des membres de  
la Commission désignée pour accompagner le  
Président de la République dans son voyage en  
Algérie.

Il est décidé que des renseignements seront  
demandés à cet égard au colonel Nogues.

La séance est levée à 16 heures un  
quart.

Le Président,  
Lucien 11

Le Secrétaire,  
Pluchet



Séance du mercredi 5 Avril 1911.

Présidence de M. Etienne Flandin, président.

La séance est ouverte à 3 heures 30.

Sont présents: M. M. Catholi, Duroux, Etienne Flandin, Jasser, Hugues Le Roux, Manger Aubert, Fayssière.

Immatri-culation  
de la  
propriété  
foncière  
M. le président propose à la commission de  
mettre en discussion la proposition de loi  
tendant à l'immatri-culation de la propri-  
té foncière en Algérie.

Lecture est donnée des articles de la  
proposition de loi qui est adoptée.

M. E. Flandin est chargé du rapport.

M. Hugues Le Roux, estime qu'il serait  
utile que cette législation fût  
portée en langue arabe à la connaissance  
des indigènes. Les pièces de procédure  
pourraient être également traduites en  
Arabe.

M. le Président fera cadrer les dispositions  
de la proposition de loi avec cette  
préoccupation.

M. Jasser exprime le vœu que la  
Commission soit saisie des documents



relatifs à la réorganisation des services maritimes postaux entre la France et l'Algérie.

M. le président. Nous demanderons le renvoi pour avertir lorsque le projet de loi aura été déposé.

La commission décide de se réunir demain pour entendre le rapport de M. Cuffoli sur le projet de loi déposé par la Ch. des d. tendant à modifier l'article 16 de la loi du 4 février 1919 sur l'accès des indigènes de l'Algérie aux droits politiques.

La séance est ensuite levée à 17 heures 5 minutes.

Le Président,

Le Secrétaire,

Lucien H.

Séance du Jeudi 6 Avril 1921.

Présidence de M. Etienne Flandin, Président.

La séance est ouverte à 17 heures.

Sont présents M. M. le Comte d'Alsace, Cuffoli, E. Flandin, Le Mars, le <sup>général</sup> Bourgeois.



Accession des  
indigènes  
aux  
droits politiques  
art. 1<sup>er</sup>  
Avis.

M. Lucholi donne lecture de l'avis qu'il compte présenter, au nom de la Commission sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 15 de la loi du 4 février 1919 sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques. Le projet de loi est ainsi conçu :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de l'article 15 de la loi du 4 février 1919 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Dans les douars, constitués en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, et dans tous les groupements de population indigène régulièrement pourvus d'une djemâa, les prestations fournies en argent ou en nature par les habitants du douar pour les chemins vicinaux et ruraux, défalcation faite des contingents prélevés au profit des départements, seront exclusivement employées aux travaux de viabilité intéressant la population du douar. Les revenus des biens communaux appartenant à ces mêmes douars ne pourront être également affectés qu'à des travaux ou œuvres d'utilité publique intéressant la population du douar.

« Il n'est pas dérogé, par la présente loi, à l'article 17, titre IV, du décret du 25 mars 1898 relatif aux dispositions particulières à l'exploitation des phosphates dans les terrains communaux.

« Ces dispositions sont applicables à toutes exploitations de même nature amodiées dans les terrains communaux de douars et pouvant donner lieu à des redevances spéciales.

« La nomenclature en sera fixée par des arrêtés du gouverneur général, pris en Conseil du Gouvernement. »



La proposition est acceptée.

M. le rapporteur donne ensuite lecture d'une protestation tendancieuse émanant d'une personnalité inconnue et habitant l'Algérie et qui s'élève avec véhémence contre ce texte.

L'auteur de ce factum semble croire que les sommes ainsi prélevées sur les revenus communaux des douars seront destinées à des établissements européens. Or le texte dispose formellement que les fonds de douars doivent être affectés à des œuvres ou travaux intéressant les indigènes.

M. Lefebvre attire l'attention sur la nécessité qui s'impose de lutter contre l'ophthalmie qui sévit sur les indigènes.

L'ordre est adopté à l'unanimité. M. Catholiot est invité à se déposer sur le bureau du Sénat.

La séance est ensuite levée à 15 heures 30 minutes.

Le Président,  
M. Wargé

Le Secrétaire,



Séance du Mardi 14 Novembre 1911.

Présidence de M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, vice-président.

La Séance est ouverte à quatorze heures  
trente-cinq minutes.

Sont présents: M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, Le  
Hars, Fando, Mangor, Ordinaire, Lymian.

Excusés: M. le g<sup>al</sup> Jancsorel, Liguens Le Roux,  
Vayssière.

Eloge funèbre  
M. le Président propose l'éloge  
de M. le g<sup>al</sup> Flandin  
funèbre de M. le g<sup>al</sup> Flandin, président  
de la Commission, décédé.

Rappelle sa carrière politique et  
administrative ainsi que son rôle  
tant comme rapporteur général que  
comme président de la Commission de  
l'Algérie.

C'est grâce à son influence que les  
pouvoirs de la Commission furent  
maintenus. Son souvenir restera  
vivant dans la mémoire de ses  
collègues comme celui d'un précieux  
collaborateur et d'un respectable  
ami. (Applaudissements unanimes.)

Nominations  
d'un  
président

M. le Président rappelle à la Commission  
qu'elle doit élire le président de la  
Commission de l'Armée de l'Algérie



renvoyer pour avoir la partie du  
projet de loi concernant le recrutement  
de l'armée, en ce qui touche le recrue-  
tement des Français habitant l'Algérie  
et les indigènes de l'Algérie.

Il reste, en outre, à reprendre  
la proposition de M. Flaudon sur l'im-  
matriculation de la propriété  
foncière en Algérie (act terrains) qui  
a été l'objet d'un avis défavora-  
ble des délégations financières.  
Cet œuvre pourrait être reformulée  
sur de nouvelles bases.

En d'autres projets il conviendrait  
d'examiner celui qui concerne le  
statut politique indigène ainsi que  
ceux qui sont relatifs aux territoires  
~~extérieurs~~ du Sud et au Transsaharien.

Toutes ces raisons rendent  
nécessaires de provoquer la prorogation  
des pouvoirs de la Commission et  
par suite de procéder sur le champ  
à l'élection d'un président.

M. le G<sup>al</sup> Bourgeois est élu  
président à l'unanimité.

Présidence de M. le G<sup>al</sup> Bourgeois, président.

M. le président remercie ses collègues.  
Il mettra à son service sa  
connaissance de l'Algérie.



25  
La séance est ouverte à  
quinze heures.

Le Président,

Le Secrétaire.

M. Bourgeois

Séance du Mardi 28 Novembre 1911

Présidence de M. le général Bourgeois, président.

La séance est ouverte à treize heures et demie.

Sont présents: M. le C<sup>te</sup> d'Alsace, le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Cutholi, Duroux, Gasser, Hervay, Le Hérès,  
Mugues Le Roux, Mando, Maugér.

Loi sur le M. le Président d'informe ses collègues  
recrutement de l'après favorable donné par la  
Indigènes commission de l'armée donnée au  
renvoi pour avis de la partie  
du projet de loi de recrutement con-  
cernant les indigènes. Il est nécessaire  
d'envoyer à cet effet une lettre à  
M. le Président du Sénat.

M. Duroux transmet les doléances des  
colons qui redoutent une rarefaction  
de la main-d'œuvre résultant de  
ce recrutement.



La commission décide qu'une  
lettre sera adressée à M. le Président du  
Sénat en vue d'obtenir le renvoi pour  
avis à la commission de l'article 91  
du projet de loi de recensement.

M. Gubeli demande que l'attention  
du bureau du Sénat soit attirée sur  
l'opportunité du renvoi pour avis à  
la commission de tous les projets de  
loi et propositions de loi concernant  
l'Algérie, conformément aux  
attributions qui lui sont conférées.

Grèves  
Algérie

La commission devant s'occuper  
de la question des grèves maritimes  
en Algérie et de leur lien avec la  
question des relations maritimes entre  
l'Algérie et la métropole.

M. Duron estime que la Commission  
ne doit pas glisser vers l'examen  
des relations maritimes. Cette question  
est intimement liée avec celle du  
monopole du pavillon et les délégations  
ont tenu jusqu'à ce jour à différer  
le débat. C'est pour ce motif qu'elles  
ont refusé toute subvention.

M. Gubeli répond qu'il ne s'agit pas  
d'arrêter définitivement les relations  
entre la métropole et l'Algérie  
mais simplement d'examiner  
dans quelles conditions on pourrait



remettre à la situation faite à l'Algérie à la suite des grèves. Il conviendrait de confier à plusieurs membres de la Commission l'examen de ce point.

Il est décidé que la question soulevée par M. Cuilli sera examinée par les représentants de l'Algérie membres de la Commission qui lui soumettront une étude sur la question.

Taxe sur  
chiffre d'affaires M. Aubry demande que la Commission  
examine vendredi prochain des amendements à apporter au texte de la Commission des finances relatif à l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires en Algérie par le moyen de la douane.

Il est décidé qu'une séance sera tenue à cet effet vendredi prochain 1<sup>er</sup> Décembre.

La séance est ouverte à 15 heures un quart.

Le Président,

*M. Bouquoy*

Le Secrétaire,

*Hubert*



Séance du Vendredi 1<sup>er</sup> décembre 1929

La Séance est ouverte à 14 h 1/2 sous la  
Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents M. M. le g<sup>d</sup> Bourgeois,  
Cattoli, Duroux, Jaster, Keruey, Le  
Hars, Ordinaire, Manger.

*Taxe sur la Chambre avait voté le texte suivant :*  
*le*  
*Chiffre*  
*d'affaires*

M. Duroux expose qu'à l'article 44

Le premier paragraphe de l'article 72 de la loi du 25 juin 1920 est  
complété ainsi qu'il suit :

« Sont exemptées de cet impôt les importations de produits agri-  
coles expédiés d'Algérie, des colonies ou des pays de protectorat et  
des anciennes colonies allemandes placées sous mandat de la France,  
par les producteurs eux-mêmes.

« Sont également exemptées de cet impôt les importations de  
produits agricoles originaires et en provenance directe de l'Algérie. »

La Commission des finances du Sénat  
a supprimé le 2<sup>d</sup> alinéa et maintenu le  
premier sous le prétexte qu'il ne visait que  
les produits Algériens à l'exclusion des produits  
coloniaux.

L'orateur propose de remplacer le texte  
~~de la~~ Commission des finances par le  
suivant :

"Sont exemptées de cet impôt les im-  
portations de produits agricoles originaires  
ou en provenance directe de l'Algérie, des  
colonies ou des pays de protectorat et  
des anciennes colonies allemandes placées  
sous mandat de la France par les producteurs



eux-mêmes."

Le rapport de la C<sup>on</sup> des finances considérative comme un impôt de consommation et non comme un droit de douane. L'Algérie est susceptible de prendre elle-même s'il y a lieu des mesures fiscales. Cela n'est pas le cas, car en Algérie le colon paye bien plus que le Français de la métropole : ~~en~~ l'indigène ne paye pas ou presque pas d'impôt.

M. Gasser: 3 millions soit 0,30 par tête.

M. Duron fait remarquer que la taxation limitée aux approbations faites par les "producteurs-nés" serait insuffisante, car il faut toujours recourir à des transporteurs ou à des transitaires spécialisés. Il a été fait cette taxe sur le tableau, dans les termes du rapport de C<sup>on</sup> des finances, ne serait plus un impôt de consommation payé en France, mais deviendrait un impôt sur la production algérienne, en raison des opérations de transport et transit fort coûteuses et à raison de ce fait que le cours s'établit en France sur les marchés d'après le prix en France, diminué des frais de transport.

J'ai vu les cultures algériennes, l'oranger le démontre, ne concurrencent pas la production française.

L'Amendement est adopté. Acte



Soumis à la Commission des finances et à  
la Commission du commerce.

La séance est ouverte à 8 h. 30.

Président

Le Secrétaire

~~M. Bourgeois~~

Séance du Mardi 18 décembre 1944.

Présidence de M. le Général Bourgeois, ~~prés.~~

Sont présents: M. d. d. Le C<sup>te</sup> d'Alsace, Aubert, le  
g<sup>al</sup> Bourgeois, Duroux, Gasser, Hervey,  
de Vandemont, Mando, Ordinaire, Rimyane.

La séance est ouverte à 14 heures.

M. le président informe ses collègues que,  
d'une lettre de la Présidence du Sénat,  
il résulte que la demande renvoi pour  
avis ne peut être formulée qu'après le  
dépôt du rapport sur le fond.

Tribunal  
de  
Tiaret  
—

M. Gasser expose que la Commission de  
législation civile et criminelle est l'avance  
depuis longtemps d'un projet de  
loi tendant à la création, à Tiaret,  
d'un 1<sup>er</sup> Tribunal de première instance  
dans l'arrondissement de Mostaganem.

Cette création s'impose d'urgence et  
des influences locales et autres font  
obstacle à l'aboutissement du projet  
de loi.



L'orateur donne lecture d'un projet d'avis  
qui pourrait être déposé au temps opportun,  
c'est-à-dire après le dépôt du rapport  
de la Commission de législation civile et  
criminelle sur le fond.

L'avis est adopté.

M. le président fera le nécessaire auprès de la  
Commission civile pour obtenir un dépôt  
prochain du rapport.

La séance est ensuite levée à 4 heures  
et demie.

Le président,

P<sup>r</sup> Le Secrétaire.

*Bourgeois*

Séance du jeudi 14 décembre 1908

Présidence de M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, président.

La séance est ouverte à 4 heures.

Sont présents : M. le C<sup>te</sup> d'Alsace, Aubert,  
le g<sup>l</sup> Bourgeois, Cuttoli, Duroux,  
Gasser, Tervey, Mando, Vattier.

Grèves  
maritimes  
Mesures à  
prendre.

M. Cuttoli expose que les mesures



prises à Marseille lors de la dernière  
grève des inscrits maritimes ont été tout  
à fait insuffisantes. Il conviendrait d'en accroître  
le nombre de sévices.

Dans ces conditions l'artier se met à  
la Commission des propositions contenues  
dans son rapport. (1)

Lecture est donnée de ce rapport  
dont l'impression est ordonnée. Un  
exemplaire en sera envoyé aux  
membres de la Commission et à  
M. le sous-secrétaire d'Etat de la  
marine marchande auprès duquel de nouvelles  
sont faites.

M. Hervey observe qu'il est grave de  
faire intervenir pour les mobiliser  
contre des inscrits des marins de l'Etat  
qui sont aussi des inscrits.

M. Gasser appuie cette observation  
et fait ressortir les inconvénients  
que présente l'inscription. Les inscrits  
se trouvant dans une situation privi-  
légiée par rapport aux autres travail-  
leurs et ils usent de ce privilège au  
grand dommage du travail général.

M. Duroux regrette que le Gouvernement  
qui a autorisé la suppression du  
monopole du pavillon pendant les  
grèves maritimes n'ait pas fixé la  
date à laquelle cessera la liste de ce  
(1) Annexe. 14 de 11.)



monopole.

M. Aubert a été nommé délégué de six mois est  
proposé dans son rapport.

La séance est ensuite levée à  
14 heures 45 minutes.

P<sup>r</sup> Le Président  
Le Vice-Président.  
M. Hervey

Le Secrétaire

Séance du Vendredi 1<sup>er</sup> Décembre 1911.

Présidence de M. Hervey, vice-président.

La séance est ouverte à quatorze  
heures un quart.

Sont présents: M. le C<sup>te</sup> d'Alger,  
Auber, de Landernont, Mangier, Hervey,  
Vallier.

M. le président fait savoir à la Com-  
mission que le projet de loi adopté par  
la Chambre tendant à proroger pour une  
période de cinq années les dispositions des  
articles 8 à 15 inclus de la loi du 17 juillet  
1911 remises en vigueur par la loi du 4 août  
1910, prorogées pour une durée de six mois  
par la loi du 11 juillet 1911 et réglementant  
le régime de l'indigénat en Algérie, a été

Prorogation  
du  
régime  
de  
l'indigénat



renvoyé à son tour, pour avoir, à la Commission, le fond restant soumis à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale.

M. Carlier est désigné comme rapporteur.

La séance est ensuite levée à 14 heures 30 minutes.

P<sup>r</sup> Le Président,  
Vice-Président,  
M. Hervey

Le Secrétaire.

Décision du Sénat du 18 Mai 1923 portant adoption de la Résolution suivante :

ARTICLE UNIQUE.

Le Sénat décide la nomination au scrutin de liste dans les bureaux, d'une Commission de dix-huit membres, chargée, conformément aux dispositions de l'article 21 du règlement du Sénat, de l'examen, en 1923, des projets et propositions de lois relatifs à l'Algérie.

Prorogation  
de  
la Commission

Séance officielle du Mardi 19 Mai 1923

Présidence de M. Hervey vice-président.

La Commission nommée pour 1923 s'est réunie à quinze heures sous la Présidence de M. Hervey, vice-président.

Étaient présents M. M. Duroux, Hervey,



Manger, Allard, Vallier.

Excusez-moi le g<sup>d</sup> Bourgeois, Jean Morel.

Renouvellement  
de la  
Commission

La Commission décide que les membres sortants seront proposés au vote des bureaux sur la nomination des 18 membres de la Commission pour 1922.

En remplacement de M. Etienne Plandin et Vayssières, députés, le Groupe de l'Union républicaine auquel appartenant ces deux Sénateurs, sera invité à proposer deux candidats.

La séance est ensuite levée à quinze heures et demie

P<sup>r</sup> Le Président,

Le Secrétaire.

Le Sec. Président,

M. Hervey

Séance du Jeudi 14 Juin 1923

Présidence de M. le Comte d'Alsace, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 16 heures et demie

La Commission élue le Mardi 12 Juin a

décidé de constituer son bureau.

Élection  
du  
Bureau  
pour  
1923

Sont élus à l'unanimité:

M. le Général Bourgeois, président.

M. M. Servey et Duroy, vice-présidents.

M. Trublet Secrétaire.

La séance est ensuite levée à



Heures 50 minutes.

Le Président,

Le Secrétaire.

*J. F. Bourgeois*

Séance du Jeudi 5 Juillet 1923

Présidence de M. le gal Bourgeois, président

La séance est ouverte à 14 heures 30 minutes.

Sont présents: M. M. le Comte d'Alsace, Chagnaud,  
le gal Bourgeois, Jasser, de Landemont,  
Ordinaire.

Excusé: M. Lebrun.

Rapports de  
M. Flandin.

Documents.

Le Justice  
la  
Sécurité à Alger

Situation économique  
Politique.

M. le Président dépose un certain  
nombre de documents ayant appartenu à  
M. Flandin, ancien président de la  
Commission, décédé. Ces documents doivent  
servir à l'élaboration de 2 rapports 1) Sur le  
fonctionnement de la Justice et la Sécurité à Alger; 2) Sur  
la situation économique et politique de  
l'Algérie.

La Commission décide de demander à  
M. le Président de la Commission de  
législation civile et criminelle si elle  
entend confier à la Commission de l'Algérie  
le soin de rédiger un rapport sur  
cette question.



Commission  
de  
l'Afrique du  
Nord  
et  
des colonies

37  
M. Prémaire exprime le vœu qu'une seule  
commission spéciale soit constituée pour  
l'étude des questions concernant l'Algérie et  
les colonies et certains pays de protectorat.

M. le Président. - De cette façon la Commission  
des colonies dont la création vient d'être  
proposée au Sénat fonctionnerait avec  
la commission de l'Algérie sous le  
nom de "Commission de l'Afrique du  
Nord et des colonies."

Recensement  
des  
Indigènes

La Commission décide de prier la Commission  
de l'Armée de provoquer l'avis de la  
Commission de l'Algérie sur le recensement  
indigène en Algérie.

Unification  
des  
réseaux  
algériens

M. le Président communique une lettre  
du Président de la Chambre de Commerce  
d'Oran relative à l'unification du réseau  
algérien et à l'attribution au P.T.M. des  
lignes appartenant à l'Etat.

M. Gauthier expose la genèse de ce  
projet dont l'initiative émane de la  
Chambre de Commerce d'Oran. Les délégués  
français ont refusé de s'en saisir  
et le Conseil Supérieur des chemins de fer  
il ne le verra vraisemblablement pas.

Horatien estime que le moment n'est  
pas encore venu d'envisager cette unification.

La Commission décide qu'il sera répondu.



au Président de cette chambre de Commerce

L'assemblée est ouverte à 9 heures.

Le Président,

Le Secrétaire

Margot

M. Brémont

Séance du Mardi 20 Novembre 1923

Présidence de M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, président.

La séance est ouverte à quatorze heures

Sont présents: M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, Chagnand,  
Gasser, Hervey, de Vandemont, Lebrun, Mandes,  
Manger, Ordinaire.

Rapports de  
M. Flandin  
La justice et  
la sécurité

M. le président rappelle les décisions prises  
à la dernière séance au sujet des travaux  
lancés en suspens par M. Flandin.

La Commission de législation civile doit  
être consultée sur le point de savoir si  
la question du fonctionnement de la  
justice et de la sécurité en Algérie  
doit faire l'objet d'un rapport  
spécial de la Commission de l'Algérie.

Situation  
économique  
et  
politique.

L'examen des documents lancés par  
M. Flandin sur la situation économique  
et politique de l'Algérie est  
confié à M. Ordinaire



M. le Président appelle l'attention de la commission sur la question du recrutement indigène.

Recrutement  
des  
Indigènes.

M. Geller estime qu'il y aurait lieu de déposer une contre-proposition à la proposition de loi déposée à la Chambre et relative au recrutement indigène. La commission de l'Armée pourrait en être faite un avis et l'autre en suite demandée à la commission de l'Algérie.

La France ne tire pas un parti suffisant des éléments de recrutement dont elle dispose en Algérie. Le point de vue étant visiblement les milieux militaires.

Le recrutement est jusqu'ici régi par décret. Le dernier pris astreint les indigènes à 1 an de service. Cette mesure heurte vivement leur sentiment d'égalité: incorporés de force par voie d'appel et non plus par engagements, ils entendent comme leurs camarades européens et juifs accomplir 18 mois de service.

Il y aurait lieu de les préparer physiquement pendant six mois, et par des leçons appropriées à leur instruction militaire qui devrait durer 18 mois.

M. le Président invite la commission à décider quels 3 membres représentant



dit Algérie seront invités à donner  
leur avis sur la question.

M. Sebrun, président de la séance et qui en même temps, préside la Commission de l'année pourra ensuite consulter cette commission qui se réunira, s'il y a lieu, séance en temps opportun.

La Commission décide que les grandes commissions seront invitées à faire connaître quels sont les projets et propositions de loi susceptibles de faire l'objet d'un avis de la Commission.

M. le Président Messieurs et ch. J'attire  
l'attention sur lequel est l'état de la question de l'uni-  
fication des réseaux de chemins de fer  
de l'Oranie, soulevée par la Chambre de Com. d'Oran

M. J. Guter expose que les lignes de l'Oranie appartenant à l'Etat forment comme une sorte de coin en regard du réseau P. L. M. en ce qui concerne les relations avec le futur réseau marocain et le futur Transsaharien.

Ce serait un déni de justice  
que de retirer à l'Etat son rescan  
Oranien qui donne toute satisfac-  
tion aux populations.

Le Gouverneur général n'est pas favorable à cette unification et, d'ailleurs, la C<sup>te</sup> D. & M. elle-même, n'insiste pas.



La séance est ouverte à quinze heures.

Le Président,

*M. Bourgeois*

Le Secrétaire,

*M. Ordmay*

Séance du Mardi 4 décembre 1913.

Présidence de M. le Général Bourgeois, président.

La séance est ouverte à 14 heures.

Sont présents: M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, Chagnard, Catholi, Hervey, Gasser, Mando, Mauger, Ordinaire, Vallier.

Commis  
greffiers

Tribunal  
d'Alger.

Avs.

M. Catholi est désigné, comme rapporteur, pour  
avis sur le projet de loi n° 496 adopté p. la Ch.  
portant création de 2 emplois de commis-greffiers  
près le Tribunal de première instance d'Alger;  
et sur le projet de loi adopté p. la Ch. n° 498  
portant création d'un emploi de commis-  
greffier près le Tribunal de première  
instance de Sétif.

L'envoi pour avis sera procédé lors du  
dépôt des rapports de la Com<sup>m</sup> de législation  
civile et criminelle.

Tribunal

de

Sétif.

Avs

M. Catholi est désigné également comme  
rapporteur coauteur dans l'avis à  
donner sur le projet de loi adopté par



la Chambre des députés portant création  
d'un emploi de commis-greffier près le  
tribunal de première instance de Sétif.

Interprètes  
militaire  
Ass.

M. Gasser est désigné comme rapporteur  
provisoire dans l'avis à donner, éventuelle-  
ment sur le projet de loi renvoyé en  
fond à la Commission de l'armée sur le  
projet de loi portant reorganisation du  
corps des interprètes de langue arabe.

Accessions Est ajournée la désignation d'un rappor-  
des indigènes leur pour avis portant sur le projet de  
des grades loi adopté par la Ch. d. dep. portant ouverture  
d'officier aux indigènes musulmans de l'Algérie,

Ajournement non citoyens français et aux musulmans  
ressortissants français de la Tunisie et du  
Maroc, l'accession à tous les grades  
d'officier et assimilés de l'armée de  
terre, au titre français.

Reforme  
méthode de travail  
des  
Délégations fin.  
Rup. Ch. Holi

M. Ch. Holi développe les motifs  
de la proposition de loi relative à la  
réforme de la méthode de travail et de  
délégation des Délégations financières  
algériennes (renvoi au fond le 10 juillet 1915)

Il ne s'agit pas de modifier de modifier  
la direction des délégations au colons,  
non-colons et indigènes (Arabes et Kabyles)  
mais de supprimer par une nouvelle  
méthode de travail les inconvénients du  
système actuel (complications, lenteurs,



particularisme.)

L'orateur donne ensuite lecture de l'exposé des motifs de la proposition de loi et demande à la commission de l'autoriser à faire un rapport provisoire sur le texte proposé.

M. Ordinaire estime qu'il conviendrait d'entendre le ministre de l'intérieur sur cette question d'importance politique.

M. Cuélli est de cet avis. La commission pourrait néanmoins ouvrir, au préalable, la discussion sur le rapport provisoire.

M. Gasser appuie la proposition de loi. Toutefois il demande à M. Cuélli de supprimer dans son rapport la critique qu'implique le mot "particularisme".

M. Cuélli - Je tiendrai compte de cette observation.

M. Gasser attribue à la proposition de loi un caractère très grave. La représentation d'intérêts va-t-elle se transformer en représentation politique ?

Le problème de la représentation des indigènes ne tardera pas alors à se poser. La subdivision des délégations en colons et non-colons n'a plus guère, aujourd'hui, de raison d'être. Quant aux <sup>délégés</sup> indigènes, ils ont montré une correction



absolue et pourront, de plus, être fondés à demander une représentation proportionnelle à leur importance. Cette revendication ne fondera pas à déborder au mode de représentation aux Délégations et à s'étendre à la participation des indigènes aux élections parlementaires.

A l'occasion de cette proposition de loi, ne seront-ils pas possible d'examiner si dans le "Parlement" algérien les représentants parlementaires de l'Algérie ne devront pas avoir leur place obligatoire, à titre au moins consultatif. Il est nécessaire d'établir un contact entre les députés et sénateurs et les représentants locaux.

Al.  
M. Serrey demande si le mandat parlementaire est compatible avec celui de Délégué financier.

M. Au Holi répond qu'il y a incompatibilité car le parlementaire est censé contrôler les décisions des délégations financières.

La question soulevée par M. Jasser élargit considérablement le débat et doit faire l'objet d'une proposition de loi spéciale.

La Commission autorise M. Au Holi à déposer un rapport provisoire à la prochaine séance.



A la rentrée de janvier, M. le ministre de l'Intérieur sera entendu.

Ren  
les <sup>ser</sup> services  
maritimes

M. Cattel invite la Commission à adopter un vœu relatif à l'examen de conventions nouvelles concernant l'amélioration des relations maritimes de la métropole avec l'Afrique du Nord. (V. annexes.)

~~Sur la proposition de M. Gasser,~~ proposée à la commission de décider de renvoyer la proposition de M. Cattel à l'examen de M. le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande.

M. le Président. — Le vœu sera envoyé à M. le sous-secrétaire d'Etat on lui recommandant de l'examiner avec la plus grande bienveillance.

La séance est ensuite levée à quinze heures.

Le Président,  
*M. Georges*

Le Secrétaire.



Séance du Mardi 41 décembre 1923

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à quatorze heures un quart.

Sont présents: M. M. Aubert, Legat Bourgeois,  
Chagnaud, Gasser, Hervey, Mando,  
Ordinaire.

Après un échange d'observations  
entre M. M. Gasser, Ordinaire, le  
Président sur la proposition de loi  
de M. Uthli concernant la réforme  
de la méthode de travail et de délibé-  
ration des Déléguations <sup>algériennes</sup>,  
la Commission décide de renvoyer  
la discussion du rapport à une  
prochaine séance.

La séance est ensuite levée à  
14 heures cinquante minutes.

Le Président, & Le Secrétaire.

*[Signature]*  
M. Gasser

M. Ormair



47

Séance du jeudi 13 décembre 1913

Présidence de M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, président.

La séance est ouverte à 4 heures et demie.

Sont présents: M. Ch. Aubert, g<sup>al</sup> Bourgeois,  
M. André Chagnaud, Gasser, Hervey, Mando,  
Le Hars, Ordinaire.

Vœu  
relatif  
aux services  
maritimes.  
Réponse.

(Lecture)  
M. le président donne lecture de M. Rio sous-secrétaire d'Etat de la Marine mar-  
chande portant réponse au vœu émis  
par la Commission le 14 décembre et relatif  
à l'examen de conventions nouvelles concer-  
nant l'amélioration des relations nautiques  
de la métropole avec l'Afrique du Nord.  
(Armées.)

Commis. greffiers  
Sé. d.  
Alger.

M. André Chagnaud rapporteur pour avis,  
donne lecture de deux projets d'avis  
sur les deux projets de lois ad. p. la  
Ch. d. Alg. relatifs le 1<sup>er</sup> à la création  
de l'emploi de commis-greffiers près le  
tribunal de 1<sup>re</sup> instance d'Alger; le 2<sup>nd</sup> portant  
à la création d'un emploi de commis-  
greffier près le Tribunal de première  
instance de Sétif.

Ces avis sont adoptés et sont  
dépouillés au bureau du Sénat après le  
renvoi pour avis à la Commission.



Le dépôt des rapports sur le fond de ces deux projets sera sollicité de la Commission de législation civile et criminelle.

Tribunal de  
Blidah.  
2<sup>e</sup> Chambre

Celle-ci est également saisie depuis 1 an, dit M. Cutholi, d'un projet portant création d'une 1<sup>re</sup> chambre au Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Blidah.

Délégations  
Algériennes  
Prop. de loi  
de  
M. Cutholi.

M. Cutholi, rapporteur, expose les idées directrices de son rapport provisoire sur la proposition de loi relative à la réforme de la méthode de travail et de délibération des Délégations financières Algériennes et fait un court historique de cette institution. Créées par décret du 23 août 1898 les Délégations ont dû leur organisation intérieure au Gouverneur général. La loi de 1900 a décidé la création d'un budget spécial de l'Algérie voté par les Délégations sous réserve de l'approbation du Parlement.

Cette loi créant la Commission des finances composée de 11 membres : 4 délégués colons, 4 non-colons et 3 indigènes : 2 arabes et un Kabyle. Une loi seule peut modifier l'organisation des Délégations financières.

L'orateur donne ensuite lecture de son rapport provisoire et des articles de la proposition de loi. Il demande ensuite s'il est adopté, la transmission au ministre de l'intérieur et au Gouverneur général de l'Algérie.



49

Sur la proposition de M. le Président, la Commission décide d'envoyer copie de ce rapport à M. le ministre de l'Intérieur ou l'invitant à consulter, à son sujet, le Gouverneur général de l'Algérie. (V. Annexe)

À défaut de l'année prochaine, M. le ministre sera entendu par la Commission.

La séance est ensuite levée à quinze heures dix minutes.

Le Président,

Le Secrétaire.

Prorogation des pouvoirs de la Commission. 1924

*M. Bouquard*

Le Sénat dans sa séance du 26 février 1924 a adopté la résolution suivante :

ARTICLE UNIQUE.

Une Commission de 18 membres sera nommée au scrutin de liste dans les bureaux, à l'effet d'examiner, en 1924, les projets et propositions de lois relatifs à l'Algérie.

Il a été procédé aux élections le Vendredi 7 Mars. (2<sup>e</sup> tour.)



X

Séance du jeudi 13 Mars 1924  
Présidence de M. Hervey, Mayor d'âge

La séance est ouverte à quatorze  
heures quarante-cinq minutes

Sont présents : M. M. Aubert, le gal Bourgeois,  
Chagnaud, Duron, Gasser, Hervey, Manger,  
Mando, Ordinaire.

Nomination  
du  
Bureau  
pour  
1924  
—

Le bureau élu en 1923 est maintenant  
à fonctions par acclamations.

En conséquence le bureau de la  
Commission se trouve constitué comme suit :  
M. le Gal Bourgeois, président ;  
M. M. Hervey et Duron, vice-présidents ;  
M. Cuholi, secrétaire.

Remerciements  
du  
président  
—

M. le Général Bourgeois, président,  
remplace au fauteuil M. Hervey, Mayor  
d'âge et remercie la Commission du  
nouveau témoignage <sup>(de confiance)</sup> qu'elle vient  
de donner au bureau sortant.

Il expose ensuite l'état des travaux  
sur lesquels la Commission peut être  
appelée à statuer :

Délegations  
Algeriennes  
Proj. de loi  
de M. Cuholi  
—

En ce qui touche la proposition de loi  
relative à la méthode de travail des  
délégués financiers, il est décidé  
que M. le Ministre de l'Intérieur  
sera prochainement appelé à donner



son sentiment.

Port d'Oran  
Avis.

Est désigné comme rapporteur provisoire de l'avis éventuel à donner sur le projet de loi ayant pour objet un nouvel agrandissement du port d'Oran vers l'Est et la concession de terre-pleins à la Chambre de commerce de cette ville, M. Gasser.

Accession  
des  
indigènes  
aux  
grades d'Officiers  
Avis.

Est désigné également comme rapporteur provisoire de l'avis éventuel à donner sur le projet de loi honorant aux indigènes musulmans de l'Algérie, non citoyens français de la Tunisie et du Maroc l'acception à tous les grades d'officier et assimilé de l'armée de terre, au titre français;

Interprètes  
militaires de  
langue arabe  
Avis

Est le projet de loi portant réorganisation du corps des interprètes militaires de langue arabe, M. Gasser.

1<sup>re</sup> chambre du  
tribunal  
de  
Blidah.  
Juge suppléant  
de  
Mascara.  
Avis.

Est désigné, dans les mêmes conditions M. Devoux sur le projet de loi portant création d'une 1<sup>re</sup> chambre au tribunal de instance de Blida et d'un siège de juge suppléant au tribunal de première instance de Mascara.

Chemin de fer  
d'Oued-Abbès  
à  
Saint-Donat  
Avis.

Est désigné également M. Ordinaire pour présenter un avis provisoire sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale d'Oued-Abbès à Saint-Donat.



Augmentation  
du  
nombre des  
députés  
de  
l'Algérie.  
—

M. Le Hars demande que la commission de l'Algérie émette un avis sur le nombre des députés attribués à l'Algérie dans la nouvelle proposition de loi relative à l'élection des députés.

La commission décide qu'un avis sera présenté sur la question lorsque la proposition viendra de la Chambre. M. Mangos accepte de rédiger cet avis.

M. Jaller estime qu'il serait politique de ne pas faire venir maintenant la question des députés des vieilles colonies.

M. Aubert est du même avis.

M. le président : Avant l'un des deux questions.

M. Duroux se déclare favorable à l'augmentation du nombre des députés de l'Algérie. Il s'agit de 600.000 citoyens français ~~après~~ les relations et les liens ~~liés~~ ~~rétrécis~~ reliant intimement à la France d'Europe. Ils dépendent uniquement des pouvoirs métropolitains. Le Gouverneur général a surtout le raison d'être en ce qui touche les indigènes. Ils ont obéi aux ordres de mobilisation, ils ont fait la guerre, ils doivent voir leurs départements



53

hantes comme tout ceux du territoire national.

M. Le Bars. - Les musulmans seraient-ils  
électeurs?

M. Duroux. - Nullement. Quant aux juifs  
ils descendent des Israélites venus d'Espagne  
et sont pour ainsi dire les protecteurs des  
français en Algérie depuis 5 siècles. Ce  
ne sont pas des juifs enants.

Constantine demande le statut quo  
ou bien l'égalité avec Oran et Alger.

La séance est ouverte à 11 heures 15 minutes.

Le Président, & Le Secrétaire.

*M. Duroux*

*M. Ordinaire*

Séance du vendredi 2 Mars 1924.

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à 11 heures 50 minutes.

Sont présents M. M. Aubert, le gal Bourgeois,  
Custoli, Dermont, Duroux, Gasser, Hervey,  
Librin, Auguste Le Roux, Manger, Ordinaire,  
Vallier.



Nombre des  
députés  
de  
l'Algérie

M. le président attire l'attention de la Commission sur le vote de la Chambre, relatif au nombre des députés de l'Algérie. Le Sénat avait voté 11 députés sur l'amendement de M. M. Loubet et Duran. La chambre a rétabli le chiffre de 8 députés par département algérien.

M. Ordinaire, comme rapporteur de la Commission du suffrage universel demandera au Sénat d'adopter le texte de la Chambre.

C'est aux sénateurs de l'Algérie qu'incombe-  
rent le devoir de prendre telle ou telle position  
sur la question.

M. Jasser estime que la proportionnelle  
doit être appliquée partout où il y a  
des citoyens français, même au risque de voir  
englober dans ce principe les anciennes colo-  
nies. C'est le principe du droit pur.

Jusqu'ici on n'a eu qu'un problème  
qui n'est point de pure politique. En 1875,  
arbitrairement, on a donné un député à chaque  
département algérien; en 1881 devant  
l'afflux des Alsaciens on a augmenté  
par "un forfait" le nombre des députés qui a  
été porté à deux par département.

Aujourd'hui il convient d'appliquer  
à l'Algérie le système applicable à tout le  
reste de la France.

À la chambre, au problème de droit pur, puis  
au problème politique on a superposé le  
problème de la représentation des indigènes.  
Par la force des choses on y arrivera. Mais



55

le problème n'est pas mur.

M. Aillaud estime qu'il serait, en effet, logique d'appliquer à l'Algérie le principe admis pour toute la France. Il est hostile à la représentation des indigènes, question soulevée à la Chambre par les socialistes.

Les indigènes ne demandant pas la réforme et leurs représentants n'y sont pas favorables.

Les sénateurs de l'Algérie ne maintiendront pas leur amendement et laisseront le Sénat voter le texte de la Chambre.

M. Duron. Pour être logique, il faudrait demander la suppression de l'art. 18. "La loi est applicable à l'Algérie." En fait elle ne l'est pas.

M. Ordinaire. Il ne faut pas insister sur cette contradiction. Parfois on ne peut dire que l'Algérie soit le prolongement de la France. La population indigène la rend très différente. Néanmoins, au jour viendra où il faudra assimiler le régime électoral des Français d'outre-mer à celui des Français de France.

M. Durmont. Tout en se ralliant au texte de la Chambre suggère l'idée d'une motion ou d'un vœu de la Commission invitant le Gouvernement à mettre à l'étude le problème de la représentation algérienne.

M. Auber est surpris des dispositions de la loi actuelle concernant les petites colonies.



La Réunion est un entre de rayonnement français dans l'Océan Indien qui aurait dû être soumis au régime de la métropole.

M. Luchet : La proposition de M. Dismont est inspirée d'une idée juste et généreuse, mais prématurée. Elle est dangereuse ~~de~~ tant qu'elle soulève le problème de la représentation indigène.

M. Gasser reprend plusieurs points de la discussion de la Chambre.

On a dit que les communistes et les panslammistes envahissent l'Algérie. C'est inexact. Depuis la chute du Sultan de Constantinople, le panslammisme a reculé.

Quant au communisme il n'existe pas. Les indigènes sont dans une situation prospère, achètent les huit dixièmes des terres en vente et les cultivent dans d'excellentes conditions.

On a parlé à la Chambre des services rendus à la guerre par les indigènes. En dehors des troupes de choc l'armée indigène a été de peu de valeur. Les colons ont laissé sur les champs de bataille 17.000 des leurs; les indigènes, 18.000. Les colons ont fourni 150.000 soldats; les indigènes 200.000.

Avec un meilleur recrutement plus conforme à leurs mœurs à leurs habitudes sociales et politiques. La Commission devra examiner attentivement ce problème.

Quant à la motion dont parle M. Dismont, il serait préférable de voter



54

point parler devant le Sénat, mais la Commission  
pourra en faire la prendre à son compte et en tirer un  
parti.

M. Duroux explique que la question de la  
représentation des indigènes a été jetée dans le  
détail de la chambre uniquement pour tenter une  
manœuvre.

Khalef, petit fils d'Abd el-Kader, panislamiste,  
fut achetés certains indigènes au communisme  
pour avoir l'appui de ce parti contre le  
Gouverneur général. M. Steeg a remis les  
choses au point.

L'éducation des indigènes reste entièrement  
à faire.

M. Dumont. Les communistes ont reçu de  
Moscou l'ordre de détacher de la France et de  
l'Angleterre l'Algérie et l'Inde.

M. le Président déclare que, dans ces conditions,  
la Commission suivra le Gouvernement.

M. Ordinaire, rapporteur de la Commission  
du suffrage universel voudra bien tenir  
compte des observations échangées.

Reforme  
des

Délégations  
Algériennes

M. le Président fait connaître la lettre  
que lui a adressée M. le ministre de l'Intérieur  
qui se met à la disposition de la Commission  
pour être entendu sur la proposition de loi  
de M. Suffoli relative à la réforme de la  
méthode de travail des Délégations  
algériennes.



Transsaharien,

M. le Président. La Gambie sera saisie prochainement de la question du Transsaharien.

M. Aghien, très compétent sur la matière pourra être entendu.

Main-d'œuvre  
indigène

Sur la proposition de M. Prad'homme il est décidé qu'une réunion spéciale de la commission sera tenue au vue d'échange des idées sur la question de la main-d'œuvre indigène.

Grèves  
des  
inscrits.  
Mesures à  
prendre

M. Hervey demande si une réponse à été donnée au rapport de M. Luchet sur les grèves d'inscrits maritimes en Algérie.

M. le Président consultera M. le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande sur la suite qu'il a donnée à ce rapport. Une réponse sera proposée avant les vacances de Pâques.

La séance est ensuite levée à 16 heures et quart.

Le Président,

Le Secrétaire.

M. Hervey



Séance du mardi 24 Juin 1914.

Présidence de M. le général Bourgeois,

La séance est ouverte à 17 heures dix minutes.

Sont présents: M. le C<sup>o</sup> d'Alger, le gal Bourgeois, Artoli, Dumont, Hervey, Hugues, Le Doux, d'Anger.

Main d'œuvre  
indigène.

M. le Président rappelle qu'il y a lieu de poser la question de la main d'œuvre indigène.

Grèves  
maritimes.

M. le Président rappelle qu'aucune réponse n'a été donnée au rapport de M. Artoli sur les mesures à prendre en cas de grèves maritimes. Le rapport avait été transmis en décembre 1911 à M. Rio, alors sous-Secrétaire d'Etat de la marine marchande.

Il est décidé que la question sera rappelée au nouveau sous-Secrétaire d'Etat.

Credit mutuel  
ou  
coopération agricole.

M. le Président, en l'absence de M. Gasset, qui n'étant chargé du rapport, prie M. Artoli d'accepter le rapport sur le projet de loi (n° 329) tendant à organiser le Credit mutuel et la Coopération agricole.

Délégations

M. Artoli exprime l'avis qu'une Algériennes, audition du ministre de l'Intérieur.

Propos Artoli.



doit être proposée à la rentrée d'Octobre  
pour connaître les vues du Gouvernement  
sur la proposition de loi relative à la  
Méthode de travail et de délibération  
des délégations financières algériennes.

M. le Président rappelle que M. Recoy  
Gouverneur général désire être entendu  
par la commission sur cette question.  
Il conviendrait de provoquer une audition  
simultanée de M. le Ministre et de M.  
Stieg. L'invitation sera renouvelée.  
L'audition ayant lieu à la rentrée.

Signe de  
Djelfa à  
Tighenat.

M. le Président rappelle qu'un certain  
nombre de projets relatifs à des chemins de  
fer algériens sont soumis à la Commission  
des chemins de fer. Il n'y a pas lieu d'en  
retarder le vote imminent en demandant  
le renvoi pour avis.

Toutefois n'y a-t-il pas lieu de  
se livrer à l'examen du projet de loi  
relatif à la déclaration d'utilité publique  
d'un chemin de fer à voie de 1<sup>m</sup> 00 de  
Djelfa à Tighenat.

M. Dumont expose que la Commission  
des chemins de fer s'occupe au fond  
est d'avis qu'il y a lieu de ne pas  
examiner actuellement ce projet en  
raison du déficit qu'entraînerait  
l'exploitation de cette ligne.



Recrutement  
indigène  
—  
M. le Président rappelle que M. Jotter  
est chargé d'une note sur le recrute-  
ment indigène.

Motion  
Cour d'Appel  
d'Alger  
conseillers  
—

M. Baffoli rappelle que les déléga-  
tions financières ont décidé la  
création de trois postes de conseillers  
à la Cour d'Appel d'Alger. Elles ont voté  
les crédits nécessaires.

La mesure s'impose à ce point qu'il a  
été question de créer une Cour d'Appel à  
Tunis pour dégager la Cour d'Alger  
qui est la plus importante après  
celle de Paris.

L'Orateur prie la Commission de  
voter une motion invitant le  
Gouvernement à déposer un projet  
de loi tendant à la création de ces  
trois sièges.

La motion est appuyée. Elle  
sera transmise à M. le Garde des  
Sceaux.

La séance est ensuite levée à  
17 heures 40.

Le Président,  
M. Jotter

Le Secrétaire,



Séance du mercredi 30 juillet 1984.

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 h. 30.

Sont présents: M. le général Bourgeois, Gasser, d'Anger.

Crédit  
agricole

M. le président invite la commission à se prononcer  
sur le projet de loi tendant à ~~organiser~~ organiser le  
crédit mutuel et la coopération agricole.

M. Gasser rappelle qu'il s'agit d'un texte  
permettant de recourir à un consortium de  
banquiers et à une subvention de l'Etat.

M. le président invite M. Gasser, en  
l'absence de M. Curtoli, à déposer un  
rapport en séance.

Il en est ainsi décidé.

Grèves M. le président donne lecture d'une  
mar-times lettre de M. Deyr sous-secrétaire d'Etat  
de la Marine Marchande répondant  
à un rapport du voeu de M. Curtoli  
adopté par la Commission le 14 déc. 1984  
et relatif aux mesures à prendre  
en cas de grèves maritimes. Le  
sous-secrétaire d'Etat après entente  
avec le ministère de la Marine  
se fera entendre par la  
Commission de l'Algérie.

\* V. Annexes.



La séance est ouverte à 15 h. 11 m.

Le Président

P. Le Secrétaire.

*M. Fougère*

M. Ordina

Séance du Mardi 18 décembre 1914.

X

Présidence de M. Hervey, vice-président.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Sont présents: M. M. Auber, Dumont, Chagnand, Gasser, Hervey, de Landemont, Mando, Manger.

Excusé: M. le g<sup>l</sup> Bourgeois.

Prorogation  
des  
pouvoirs  
de la  
Commission  
pour  
1915

M. le Président consulte la commission sur la question de savoir s'il y a lieu de demander au Sénat le maintien de ses pouvoirs pour 1915.

M. Gasser estime que l'Algérie étant soumise à un Statut spécial, hors confus, elle n'est ni complètement territoire métropolitain, ni colonie, ni protectorat les questions qui la concernent ne peuvent uniquement être examinées par les commissions générales, administration générale, colonies et protectorats, etc. Une commission



de l'Algérie est nécessaire. Les avis  
sont précieux dans toutes les questions  
qui concernent la politique générale  
de l'Afrique du Nord.

M. Charles Dumont exprime la même  
opinion. Il serait même logique d'étendre  
la compétence de la Commission à  
toutes les questions relatives à  
l'Afrique du Nord et aux choses  
d'Islam. Cette logique pourrait  
pourtant se heurter à la résistance des  
commissions des affaires étrangères et  
des colonies et protectorats.

Il conviendrait, en tout cas, de  
demander le maintien de la Commission  
pour 1925.

M. Gasser considère qu'aucune loi  
ne fut déclarée applicable à l'Algérie,  
sans l'avis de la Commission.

La Commission décide de  
provoquer la prorogation du  
mandat de la Commission pour  
1925.

La séance est ensuite levée à  
quinze heures cinq minutes.

Le Président  
vice-président.  
H. Hervey

Le Secrétaire  
M. Odina



5

Séance du mardi 17 février 1915

Le Sénat dans sa séance du 3 février 1915 a adopté une résolution tendant à la nomination d'une commission de 18 membres chargée en 1915 d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie.

Cette commission a été élue dans les bureaux, au scrutin de liste, le lundi 15 février.

La séance de la Commission pour 1915 est présidée par M. Hervey, doyen d'âge.

Présidence de M. Hervey, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 17 heures et demie.

Sont présents M. M. Mahren, le gal Bourgeois, Chagnaud, Duroux, Gasser, Hervey, Jette, de Vandemont, Ordinaire, Pédébiden.

Bureau pour 1915

M. le président invite la Commission à désigner les membres de son bureau pour 1915.

Le bureau précédent est maintenu à l'unanimité.

En conséquence le bureau se trouve ainsi constitué :

M. le gal Bourgeois, président;  
M. M. Duroux, Hervey vice-présidents.  
M. Catholix, secrétaire.



M. le g<sup>d</sup> Bourgeois, président,  
remplace au fauteuil M. Leroy, d'âge.

M. le président remercie ses collègues  
de la nouvelle marque de confiance qu'ils  
venant de lui donner.

La Commission doit prendre une voie  
plus active et discuter proprio motu  
les questions concernant l'Algérie,  
avant même d'en avoir été saisie  
et même si elle ne doit pas être  
saisie. Aussi elle sera prête à discuter  
sur toutes les questions relatives  
à l'Algérie.

Projet de loi  
relatif à la  
propriété immo-  
bilière en  
Algérie.

Le premier projet qui sera l'objet  
de ses études sera le projet de loi  
déposé par le Ministre de l'Intérieur  
relatif à la propriété immobilière  
en Algérie.

Ensuite la question du travailleurs  
viendra faire l'objet d'une communication de  
M. Mahieu.

Auditions  
du  
Gouverneur  
général

M. Josse exprime le désir de voir M. Steeg  
entendu par la Commission lors de ses  
voyages à Paris.

Local  
de la  
Commission

La Commission charge son président de  
demander qu'un local spécial soit  
affecté aux réunions de la Commission  
avec une armoire destinée à recevoir  
les archives et les cartes de l'Algérie.



La séance est ensuite levée à quinze heures quarante-cinq minutes.

Le Président

*M. Bourgeois*

Le Secrétaire,

*H. Ordinaix*

Séance du Jeudi 12 Mars 1905

Présidence de M. le Général Bourgeois,

Sont présents: M. gt. le comte d'Alsace, le gal Bourgeois, le Mars, Mangor, Ordinaire.

La séance est ouverte à 14 heures 45.

Projet de loi  
relatif  
à la propriété im-  
mobilière  
en  
Algérie.

Rapporteur.

La Commission désigne M. Hervey comme rapporteur provisoire du projet de loi tendant à modifier la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie.

M. le Président déclare qu'il invite M. Steeg, Gouverneur général de l'Algérie, à se faire entendre par la Commission lors de son prochain voyage à Paris.

Banque de  
l'Algérie  
Billets.

M. le Président fait savoir que la Banque de l'Algérie n'a plus de billets. La limite de ses émissions avait été portée de 400 millions à 1 milliard 000 millions. Cela est devenu insuffisant et le signe monétaire fait défaut.



La séance est ouverte à  
quinze heures.

Le Président,

M. Jozerges

Le Secrétaire,

M. Bromer

Séance du Vendredi 3 Juillet 1905.

Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents: M. le gal Bourgeois,  
Duroux, Hervey, Manger, Ordinaire, Vallier.

La séance est ouverte à 15 heures.

Projet de loi  
sur  
la propriété  
foncière  
en  
Algérie.

M. Hervey, rapporteur, expose que  
le projet de loi tendant à modifier la  
loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière  
en Algérie a été élaboré, à la suite du  
dépot de la proposition de M. Flandin  
sur l'immatriculation de la propriété  
immobilière.

L'orateur fait une analyse succincte  
de l'exposé des motifs du projet qui  
émane d'une commission spéciale du  
ministère de l'intérieur.

Il donne lecture des pages 12 et  
13 de cet exposé des motifs qui contiennent  
les points principaux visés  
dans le projet de loi.



Le present projet de loi préparé en conformité de ces vues, se caractérise de la façon suivante :

I. — Il remet en vigueur, en partie et conditionnellement, les enquêtes d'ensemble instituées par la loi de 1873 et abrogées par la loi de 1897.

II. — Il accentue l'atténuation apportée par la loi de 1897 aux inconvénients de la francisation, en déférant aux juges de paix, la connaissance de la plupart des litiges dont sont l'objet les immeubles ruraux francisés possédés par les indigènes, et en élevant, en même temps, le taux de la compétence du juge cantonal.

III. — Il s'efforce d'enrayer ou de limiter les actions vexatoires qui sont si fréquentes dans les enquêtes partielles ouvertes en territoires melk et qui sont une cause de découragement pour la colonisation privée.

IV. — Il tend à faciliter et à améliorer la procédure du partage, à restreindre les licitations et à en atténuer les conséquences.

V. — Il étend doublement le champ d'application de la loi, d'une part, en supprimant la distinction des territoires tellien et hors tell au point de vue de la possibilité de requérir l'application des procédures et, d'autre part, en décidant que les territoires francisés — sauf par les titres délivrés en application de la loi de 1897, ainsi que de la loi objet du présent projet — pourront être facultativement soumis à une procédure de purge, tout comme les territoires de statut musulman.

*Le projet, à première vue semble présenter de grands avantages.*

*Néanmoins, M. le rapporteur, demande un délai de 3 mois pour préparer son rapport et comparer le texte du Gouvernement et celui de M. Flandin.*

*Le Gouvernement a exprimé le vœu devoir voter le texte avant la fin de l'Année.*

*M. le Président propose d'écrire*



une lettre au ministre de l'intérieur. M. Schramm, pour lui faire savoir que le rapport pourra vraisemblablement être discuté par la commission dès le rentrée.

Il n'y a pas lieu d'envoyer une convocation du nouveau Gouvernement général M. Viot.

Il en est ainsi décidé.  
M. le Rapporteur demande qu'une lettre soit adressée aux membres de la Commission pour les inviter à lui envoyer leurs observations sur le projet, au cours des vacances.

Il en est ainsi décidé.

La séance est ensuite levée à 4 heures et demie.

Le Président, G. Le Secrétaire.

*Pourgeois* *McBrumay*



21

Séance du mardi 17 Novembre 1915

Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents : M. Aubert, le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Hervey, Jasser, Ordinaire.

La séance est ouverte à quatorze heures.

Projet de loi  
sur  
la propriété foncière  
en  
Algérie.

M. Hervey, rapporteur, expose les grandes lignes de son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie.

Aucune observation ne lui ayant été présentée sur le texte du Gouvernement, à la suite de la demande adressée par le rapporteur à chacun des membres de la Commission, il a cru devoir rapporter un texte conforme à celui déposé sur le bureau du Sénat. C'est à peu près l'ensemble de dispositions adoptées en 1903 par les Délégations financières.

Si celles-ci n'ont pas admises l'application de "l'Act Torrens" à l'Algérie c'est uniquement par mesure d'économie. La refonte du cadastre eût entraîné une dépense considérable.

Le rapporteur (V. rapport N° 496 annexe 1915) a apporté une légère modification.



au projet. Il a remplacé au § 4 de l'Art. 18 les mots "jusqu'à concurrence de 1.500 fr" par les suivants :

"jusqu'à concurrence de 3.000 fr."  
Il s'agit de la compétence des juges de paix. Un projet de loi, élevant jusqu'à ce chiffre est en effet, en instance devant le Sénat.

Cependant, ce projet n'étant pas encore voté, il y aurait lieu, en séance, si le Gouvernement le demandait, de l'accepter le retour au texte primitif qui comporte le chiffre "1.500 fr".

Sous cette réserve, le rapport de M. Hervey est adopté.

Pétition  
du  
Gouverneur  
de  
l'Algérie

M. le Président propose de renvoyer à M. le Gouverneur (1) Général de l'Algérie une pétition adressée à M. le Président du Sénat par M. Rifaï Ahmed ben Mohammed propriétaire à Taquemount Ou Kerrouch, Commune d'Orléans de Fort National.

Ce document est un véritable réquisitoire contre l'ensemble du régime appliqué à l'Algérie et soulève un très grand nombre de questions pour que la Commission puisse les examiner.

(1) Fait le 17 Nov 22



Il en est ainsi décidé. (1)

M. le Président déclare qu'il a été saisi d'un projet relatif à la création d'un office national de crédit maritime élaboré par la Chambre de Commerce d'Alger.

Le projet est surtout relatif à la réglementation de la législation douanières. Il conviendrait de le renvoyer à la Commission des Douanes.

Le renvoi est décidé (2)

La séance est ensuite levée à quatorze heures trente minutes.

Le Président, Le Secrétaire,

*M. Bourgeois*

Séance du mercredi 4 février 1926.

Prorogation  
de la  
Commission  
en  
1926

Le Sénat, dans la séance du lundi 22 février 1926 a adopté une résolution tendant à la nomination d'une commission de 18 membres chargée en 1926 d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie.

Cette commission a été élue dans les bureaux, au scrutin de liste, le lundi 22 février 1926

La séance de la commission est présidée par M. le g<sup>l</sup> Bourgeois,

(1) Exécuté le 17 Nov. 25

(2) id



doyen d'âge

Présidence de M. le g<sup>ral</sup> Bourgeois,  
doyen d'âge

La séance est ouverte à 14 heures  
trois quarts.

Sont présents : M. le g<sup>ral</sup> Bourgeois,  
Juré, Ordinaire.

Le bureau élu en 1987 est  
maintenu par acclamations.

En conséquence, le bureau pour  
1988 se trouve ainsi constitué :

Président : M. le Général BOURGEOIS.

Vice-Présidents : MM. HERVEY, Jacques DUROUX.

Secrétaire : M. CUTTOLI.

La séance est ensuite levée  
à 14 heures 55 minutes.

Le Président, P. Le Secrétaire.

M. Bourgeois

M. Ordinaire



25

Séance du Jeudi 24 Juin 1926  
Présidence de M. le g<sup>al</sup> Bourgeois

La Séance est ouverte à quinze heures un quart.

Sont présents: M. M. le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Chagnaud, Le Hars, Manger, Montanot,  
Ordinaire.

M. Gasser, en l'absence de M.  
Hervey qui devait faire une communi-  
cation sur les banques de crédit agric-  
le en Algérie présente quelques  
Banques observations sur les banques de crédit agricole  
de Algérie. Algérie.  
d'Algérie et exprime son avis sur  
la nécessité qui s'impose de  
maintenir une limite d'émission  
des billets de la Banque de l'Algérie  
et d'interdire aucune émission  
nouvelle sans l'autorisation de  
la loi.

La discussion sur la matière  
est ajournée à une séance ultérieure.

La Séance est levée à quinze  
heures 25 minutes.  
Le Président, P. Le Secrétaire.

M. Bourgeois

M. Ordinaire



Séance du J o d i 3 Mars 1927

Le Sénat dans sa séance du ~~Mardi 24 Février~~ <sup>Mardi 24 Février</sup> adopté une résolution tendant à la nomination d'une Commission de 18 membres chargée, en 1927, d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie.

Cette commission a été nommée, dans les bureaux, au scrutin de liste, le Mardi 1<sup>er</sup> Mars 1927.

La séance de la Commission est présidée par M. le gal Bourgeois, doyen d'âge.

Présidence de M. le Général Bourgeois, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 14 heures 30 minutes.

Sont présents: M. Aubert, Chagnaud, le gal Bourgeois, Hervay, de Landemont, le Hars Mahieu, Changer, Montenot, Ordinaire, M. Effimov.

Excusé: M. Duroux.

Le bureau élu en 1926 est réélu par acclamations.

En conséquence, le bureau pour 1927, se trouve ainsi constitué:



24

Président: M. le gal Bourgeois;  
Vice-Présidents: M. A. Leroy, Jarroux.  
Secrétaire: M. Catholi.

Remerciements  
du  
Président.

M. le Président remercie ses collègues  
et espère que la Commission manifestera  
son activité en 1879.

Certaines questions bien que relevant,  
par leur nature, des grandes commissions  
doivent être examinées par la Commission  
de l'Algérie. C'est notamment le  
recrutement indigène et l'Etat civil en  
Algérie.

M. Albert Mahieu déclare qu'il doit  
en être de même pour les créations de  
lignes ferrées.

La Commission décide qu'en son  
nom sera transmis au Président du  
Sénat pour décider que les  
projets, quels qu'ils soient, intéressant  
l'Algérie soient soumis à l'examen  
de la Commission.

La séance est ensuite levée à  
14 heures 50 minutes.

Le Président.

*M. Bourgeois*

Le Secrétaire.

*M. Jarroux*



Séance du vendredi 3 mai 1927  
Présidence de M. le gal Bourgeois.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : M. le gal Bourgeois,  
Le Hars, de Landemont, Mestigny et  
Reboul.

Protection  
des  
Eaux souterraines  
du  
Sahara.

M. le président rappelle qu'un projet  
de loi a été déposé à la Chambre  
tendant à assurer la protection des  
eaux souterraines du Sahara.

Il s'agit de préserver les nappes  
souterraines contre les forages  
inconsidérés et qui menacent de  
tarir ces nappes.

Cette législation semble ne devoir  
s'appliquer qu'aux oasis de l'Oued  
Rihz.

Le vote de ce texte est urgent.

M. Mestigny est chargé de suivre  
cette affaire dont il sera le  
rapporteur après son dépôt sur le  
bureau du Sénat.

Transsaharien

M. le président expose que M. de Warren, député, a déposé à la  
Chambre une proposition de loi tendant  
à l'octroi d'un crédit de 18 millions



23

pour l'étude technique définitive du  
projet de Transsaharien.

La commission décide de charger M. L.  
Chagnaud et Mahieu de s'entendre  
pour trancher les questions relatives  
à l'étude du Transsaharien.

M. le Président fait savoir qu'il  
a reçu deux études sur le Transsaharien.  
L'une expose les différents systèmes  
proposés, l'autre envisage Oran  
comme point de départ.

M. Messimy déclare que le Trans-  
saharien est conditionné par deux  
questions: la question d'argent - le  
coût de la construction sera de  
1500 millions à 1 milliard, la  
question du trafic à attendre de  
la ligne.

Tout le personnel, officiers, fonction-  
naires de l'Afrique occidentale  
réclamant le Transsaharien.

Mais avant de se lancer dans cette  
construction, des études doivent être  
faites avec des services automobiles.  
Ce trafic donnera une idée de ce  
que pourra être dans la suite une  
exploitation de transports par voies  
ferrées.

Question  
coloniale  
Avis

M. le Président ajoute que le projet



relatif à l'opposition coloniale est voté  
par la chambre et sera déposé sans  
garder au Sénat.

M. Le Hars est chargé d'étudier  
ce projet de loi et son dépôt pour  
être en mesure de formuler l'avis  
de la commission.

Postes  
sahariennes  
automobiles

M. le Président communique un  
document déposé "Carnet des  
stages automobiles obligatoires  
de tout le Sud de l'Algérie"  
accompagné d'un rapport très  
intéressant du C<sup>t</sup> Marty, chef du  
Service topographique de l'Etat -  
Major du XIX<sup>e</sup> corps d'Armée.

Il résulte de ce travail que deux  
postes peuvent être envisagés : celle  
du Tamezrouft qui ne peut être  
utilisée que par des voitures  
spéciales munies de T. P. F. et orga-  
nisées pour un trafic en poste  
d'été. C'est une poste touris-  
tique et non fonctionnaire.  
La seconde poste la seule utilisable  
pour un trafic régulier est la poste  
du Hoggar. Sur son parcours pourront  
être établis des dépôts d'essence, d'acces-  
soires, de pièces ainsi que des  
hôtels.

Il y a intérêt à relier la Méditerranée  
à la Boucle du Niger qui est



8

Susceptible de devenir une colonne de  
peuplement.

Le document sera communiqué à  
M. Chagnaud et Mahieu.

M. Mestigny estime que des études  
de ce genre sont nécessaires et  
doivent être organisées et financées  
par les Chambres de Commerce.

La séance est ouverte à  
quinze heures.

Le Président,

1<sup>er</sup> Secrétaire

9<sup>e</sup> = M. Bourgeois

M. Ordinaire

Séance du Lundi 7 Juillet 1927.

Présidence de M. le général Bourgeois,

La séance est ouverte à 14 heures 30 m.

Sont présents M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, Chagnaud,  
Intercomm. Cuholi, Le Mars, Mahieu, Ordinaire.

du  
Transsaharien. M. le président, invite la Commis-  
sion à désigner six de ses mem-  
bres pour faire partie de la



Commission commune à la Commission  
de l'Algérie et à celle des Colonies pour  
l'étude de la question du transsaharien.

Sont désignés : M. le g<sup>l</sup> Bourgeois,  
Chagnand, Hervey, Le Hars, Mahieu,  
Ordinaire.

Cette intercommission se réunira très  
prochainement.

La séance est ensuite levée à 14 heures  
45 minutes.

Le Président

*Bourgeois*

Le Secrétaire,

M. Ordinaire

Séance du Mardi 22 Novembre 1927  
Présidence de M. le g<sup>l</sup> Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures 30 minutes.

Sont présents : M. Aubert, le g<sup>l</sup> Bourgeois,  
Hervey, Mahieu, d'Anger, Ordinaire.

La Commission désigne M. Chagnand  
comme rapporteur, pour avis, du projet de



loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à attacher aux ouvriers et employés des mines, allant travailler dans les exploitations minières d'Algérie et des colonies, le bénéfice de la législation sur les retraites des ouvriers mineurs.

M. le président fait connaître l'état des projets et propositions de loi concernant l'Algérie, <sup>Jeunes</sup> facteurs en instance devant la Chambre.

Algérie - La Commission désigne M. Hervey comme rapporteur éventuel du projet de loi déposé à la Chambre pour

Loi proposée par M. Fiori et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la titularisation des jeunes facteurs algériens des postes et des télégraphes.

Représentation <sup>des</sup> indigènes au Parlement - La Chambre a été saisie le 14 juin 1926 d'une proposition de loi Morinand relative à la représentation au Parlement des indigènes non naturalisés.

Cette question donne lieu à des conversations au sein du Gouvernement et à la Chambre.

Il conviendra de s'informer, à ce sujet, à la présidence du Conseil et au ministère de l'intérieur.

Transsaharien - M. Ordinaire déclare que l'importance des efforts que peut donner le Transsaharien a été exagérée.

M. le président estime que son rôle sera tout d'abord stratégique et militaire.



M. Mahieu rappelle que M. de Warren a déposé à la session ordinaire de la Chambre en 1929, une proposition de loi tendant à l'octroi d'un crédit de 18 millions pour l'étude technique définitive du projet de Transsaharien.

M. le Président du Conseil a subordonné son adhésion à la création d'une Société d'Etudes.

Celle-ci est formée; mais M. le Président du Conseil déclare qu'il ne peut actuellement donner la garantie d'intérêt de l'Etat. Il ne veut accepter aucune fissure au budget.

Il consent d'attendre la période qui suivra le vote du budget de 1928 pour convaincre le Président du Conseil de l'utilité extrême de cette étude.

Une séance spéciale de la Commission devra être tenue à cet effet d'examiner la question.

On est ainsi décidé.

La séance est ensuite levée à 11 heures 55 minutes.

Le Président,

1<sup>er</sup> Secrétaire

*M. Auzan*

M. Ordway


Exposition  
coloniale.

(1) La Commission a décidé de désigner éventuellement M. Aubert pour rédiger l'avis qui pourra être demandé à la Commission sur le nouveau projet de loi déposé à la Chambre sur l'Exposition Coloniale internationale de Paris.



Séance du Jeudi 15 décembre 1927.

Présidence de M. Hervey, - vice-président.

 Sont présents M. H. Hervey, Manger, Le Harz, d'Estigny, Ordinaire.

La séance est ouverte à 14 h. 30 minutes

Exposition  
coloniale

Date.

Modification

M. le Président consulte la Commission sur le point de savoir s'il convient de demander le renvoi pour avoir le projet de loi relatif à l'Exposition coloniale internationale de Paris.

Il s'agit d'un simple changement de date d'ouverture de cette exposition: 1937 au lieu de 1929.

La Commission estime que cet avis n'est pas nécessaire, la question étant réglée au fond.

Il est décidé qu'une séance sera tenue prochainement pour l'examen de la situation faite à l'Algérie par les récentes inondations du département d'Oran.

La séance est ensuite levée à 14 heures 40 minutes.

Le Président,  
M. Hervey

Le Secrétaire.  
M. Ordinaire



Séance du mardi 17 Janvier 1988  
Présidence de M. le Général Bourgeois.

La Séance est ouverte à 15 heures 45 minutes.

Sont présents: M. M. Aubert, le gal Bourgeois,  
delaudemont, Le Bars, Hervey, Mahieu, Mangot,  
Messimy.

Doléances  
des  
Délégations.

X

M. Hervey expose qu'à la suite de  
l'adoption hâtive du budget de l'Algérie,  
il se propose d'entretenir M. le ministre  
de l'intérieur de quelques suggestions qui  
auraient l'assentiment de la Commission.

Les doléances ont été exposées par M. Aubert  
président des Délégations, dans son discours  
inaugural de la session de cette Assemblée.

Convient-il de les examiner? Ou d'en retenir certaines?

M. M. Mahieu et Messimy estiment qu'il s'agit de  
de l'État de l'esprit créé à la suite d'une campagne  
menée par certaines personnalités contre le  
Gouverneur gal M. Violette.

Il faut laisser les esprits s'apaiser sous l'influence  
du nouveau Gouverneur.

La Commission adopte cette manière de  
voir.

Elle décide que certains des vœux de M.  
Aubert pourront, peut-être, être examinés  
à tête reposée, après avoir entendu M. le



Ministère de l'intérieur et du Gouvernement général.  
Il n'y a pas lieu d'en connaître, pour le moment.

Habitations  
pour  
Nomades

Sur la proposition de M. Servey, la commission décide d'attirer l'attention de M. le ministre sur la question des habitations pour arabes nomades.

Contribution  
pour  
l'Algérie

+

M. Servey expose que M. Clorand, rapporteur général des députés algériens, demande que la contribution de l'Algérie aux charges militaires reste fixée à 6% du chiffre du budget de l'Algérie, mais que ce pourcentage porte uniquement sur le budget ordinaire. La contribution pour 1918 est fixée à 46 millions environ.

Dépenses  
militaires  
Contribution de  
l'Algérie.  
6%

M. Clotigny fait observer que les dépenses militaires sont les plus productives pour une colonie et représentent le plus grand facteur de prospérité pour celle-ci.

La commission admet que des suggestions pourraient être faites tendant à exclure le paiement des 6% sur les recettes à provenir de l'emprunt de 200 millions concernant les inondations de l'Oranie.

X

M. Servey se propose enfin de demander des éclaircissements concernant les articles 11 et 12 de la loi de finances du budget de l'Algérie, articles relatifs au rattachement du régime des centimes additionnels. Les délégations



qu'ils n'ont pu avoir voté ces deux articles sans  
avoir eu le temps de les examiner.

La Commission a délégué M. Hervey à soulever  
la question.

La séance est ouverte à 14 heures.

Le Président,

Le Secrétaire

*[Signature]*

*[Signature]*

Séance du Jeudi 16 février 1908

Présidence de M. le Comte d'Alsace, président d'âge.

Sont présents: M. le C<sup>e</sup> d'Alsace, Aubert, Cornudet,  
de Landemont, Hervey, Ordinaire, Vallier.

La séance est ouverte à 14 heures 45 minutes.

Election du  
Bureau  
pour 1908

La Commission constitue son bureau, par  
acclamations, de la façon suivante:

Président: M. le Général Bourgeois,  
Vice-Présidents: M. Hervey et Duroux,  
Secrétaires: M. Cu Holi et Ordinaire.

Transsaharien

M. Hervey rappelle à la commission que  
la Chambre est susceptible de voter prochainement  
un crédit relatif aux études du  
Transsaharien, crédit dont M. de Warem, député,  
avait pris l'initiative en 1907.



La séance est ensuite levée à 15 heures.

Le Président d'âge.

Le Secrétaire.

J. H. H. H.

M. H. H. H.

Séance du jeudi 14 Juin 1928

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 15 heures.

Sont présents: M. le G<sup>l</sup> Bourgeois, Hervey, Le Hars, Mahieu, Messimy, Saurin.

Office  
d'Etudes  
du  
Transsaharien.

M. le président invite la Commission à décider que le renvoi pour avis sera demandé en ce qui concerne le projet de loi ayant pour objet d'approuver la création d'un Office des études du chemin de fer transsaharien.

Il est ainsi décidé.

Avis

La Commission charge M. Le Hars de formuler cet avis qui sera fait uniquement au point de vue de l'Algérie.

M. Messimy est convaincu que le travail du transsaharien peut être fait au moyen des prestations du plan Dares. C'est un travail d'intérêt politique et économique. Le côté militaire est tout à fait secondaire.

M. Mahieu considère qu'il n'y a coûté rien au pays, grâce aux prestations nature.



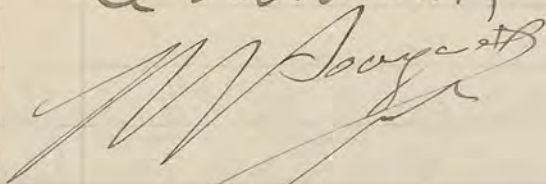
M. Messimy déclare que le transsaharien amènera en Afrique occidentale un afflux d'Algériens courageux et entrepreneurs, munis de capitaux. D'ici perspective de prospérité.

Cette voie sera une section essentielle du grand transcontinental africain d'ord-  
sud qui reliera l'Europe à l'Afrique  
du sud. C'est une concurrence formidable  
aux câbles de navigation et au chemin de  
fer de Caïre au Cap.

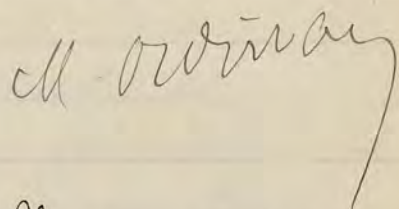
Il serait intéressant de le Ministre  
des Travaux publics, fût entendu  
par les commissions réunies des  
finances, de l'Algérie et des Colonies.

La séance est levée à 45 heures,  
40 minutes.

Le Président,



Le Secrétaire.



Séance du vendredi 22 Juin 1928.

Présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents: M. le général Bourgeois, Cistoli,  
Lerrey, Le Hars.

La séance est ouverte à 14 heures 35.



Office  
du  
Toussaharien-  
avis

9  
M. Lefars, rapporteur pour avis, donne  
lecture de l'avis de la commission sur le projet  
de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant  
pour objet d'approuver la création d'un  
office des études du chemin de fer Toussaha-  
rien.

L'avis est adopté et sera déposé sur  
le bureau du Sénat.

Services  
maritimes.

M. Caffoli invite la commission à  
provoquer le renvoi pour avis du  
projet de loi, adopté par la Chambre des députés,  
portant approbation des chartes-parties  
relatives aux services maritimes entre  
la France, l'Algérie et la Tunisie.

Ce renvoi sera demandé.

M. Caffoli estime qu'il conviendrait d'approuver  
la convention tout en maintenant les  
réserves formulées, à son sujet, par les  
délégations algériennes.

La commission décide de charger M.  
Caffoli de formuler l'avis de la commis-  
sion, en maintenant les réserves ci-dessus  
mentionnées.

La séance est ensuite levée à  
quinze heures.  
Le Président,

*[Signature]*

Le Secrétaire.  
*M. Ordina*



5

Séance du samedi 2<sup>e</sup> Mars 1929.

Présidence de M. le Comte d'Alsace président d'âge.

Sont présents: M. M. le C<sup>te</sup> d'Alsace, le général Bourgeois, Chagnaud, Duron, Hervey, de Landemont, Mahieu, Mangor, Reboul.

La séance est ouverte à 16 heures et demie.

M. le Président d'âge propose de maintenir les pouvoirs du bureau sortant.

Il en est ainsi décidé.

En conséquence le bureau pour 1929, se trouve ainsi constitué:

Président: M. le g<sup>al</sup> Bourgeois.

Vice-présidents: M. M. Hervey et Duron.

Secrétaires: M. M. Ordinaire et Luthi.

Présidence de M. le Général Bourgeois.

État des  
travaux

Commission.

M. le Président remercie la commission de la nouvelle marque de confiance qu'elle vient de lui marquer.

Il rappelle les projets de loi en instance devant la Commission. Il commencera cette année, de traiter la question du droit de suffrage des indigènes qui vient d'être posée par M. Tardieu, ministre de l'intérieur. Les travaux d'étude du Transsaharien sont également de pleine actualité.



93

La question du centenaire de l'occupation de l'Algérie devra également être traitée.

### Transsaharien

M. d'Abricq, donne brièvement l'état des travaux d'études du Transsaharien.

L'Office a organisé 5 missions d'études. Elles se sont répandues en Algérie et au Soudan pour étudier le tracé futur et les différents points d'aboutissement du transsaharien dans nos diverses colonies d'Afrique.

En Guinée, les colons ne sont pas d'accord sur le point d'aboutissement.

Pour l'un c'est la Côte d'Ivoire, pour les autres, le Sénégal, pour d'autres la Nigeria et le Congo belge. C'est la solution d'avenir. Les belges sont disposés à s'intéresser, même pécuniairement, à ce prolongement.

Les études seront terminées au mois d'août prochain.

M. Jurony estime que l'auto-diligence est plus rapide que le chemin de fer.

En Algérie tous les services récents font du 50 Kil. de moyenne, sur des routes accidentées. La ligne d'Antony, Alger - Oum Traa sera plus accélérée que le train rapide.

C'est la solution à privilégier dans le Sahara.



+ M. Leroy, Les trains seront rapides dans le Sahara, au gazon du très petit nombre des stations.

Pour de grands échanges, la voie ferrée est préférable.

M. le Président déclare qu'une carte des traces du transsaharien sera apposée sur les murs du local de la Commission.

Sur la proposition de M. le Président M. Guffoli est désigné comme rapporteur de 3 projets de lois adoptés par la Chambre des députés:

le 1<sup>er</sup> réglant les conflits entre la loi française et le statut indigène algérien, en matière d'état des personnes;

le 2<sup>e</sup> portant modification de la loi du 23 Mars 1922 sur la constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie;

le 3<sup>e</sup> tendant à la femme indigène d'Algérie, l'application des dispositions de la loi du 4 Mars 1919 et du Sénatus-consulte du 14 Juillet 1865 sur l'accès au droit de cité.

La séance est levée à quinze heures.

Le Président,

M. Faugère

Le Secrétaire.

M. ordinaire



Séance du Mardi 4 Juin 1929  
Présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents M. le C<sup>te</sup> d'Alsace, le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Ch. Dumont, Hervéy, Mollard, Aurin  
Ordinaire.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

M. le Président demande à M. Hervéy son  
Transsaharien. en fait les travaux des organismes d'étude.

M. Hervéy, Il a été créé un organisme  
d'études, de 13 membres.

Les travaux doivent être soumis à l'appré-  
ciation d'un comité consultatif composé de  
113 membres, comprenant, notamment, les 13  
membres de l'organisme.

Réuni une fois, ce comité consultatif ne se  
trouvant en présence d'aucun projet s'est ajourné.  
11 Missions sont en cours d'études, en Afrique.

M. Charles Dumont expose qu'en raison  
des décisions imminentes du comité des experts,  
chargé d'étudier sous un nouveau aspect, la  
question des dettes allemandes, l'accès des  
prestations en nature va disparaître. C'est un  
point important à signaler pour la question  
du Transsaharien qui doit utiliser ces presta-  
tions.

M. Hervéy remet à la Commission un certain



nombre de cartes du Sahara.

M. Laurin considère que l'esprit régional, en Algérie, ne doit pas influencer les décisions à intervenir, en ce qui concerne la fête de ligne.

Il faut s'en rapporter uniquement aux services techniques.

M. le Président, donne l'opinion de M. Mahien: le point de départ: Colomb-Béchar est le seul à envisager.

Centenaire  
de  
l'Algérie.  
—

M. le Président invite M. Ordinaire, membre du Comité de propagande à soulever la question — à ce comité — de la participation large de l'armée, aux fêtes. Ce sont nos soldats qui ont créé ces beaux départements.

M. le C<sup>te</sup> d'Alger. Il faudra aussi penser à l'armée indigène.

M. le Président. C'est une question de doigté.

La séance est ensuite levée à deux heures quinze.

Le Président,

*M. L. L.*

Le Secrétaire,

*M. Ordinaire*



Séance du mardi 9 juillet 1929.

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents: M. M. le C<sup>te</sup> d'Alsace, le G<sup>ral</sup> Bourgeois, Duron, Manger, Ordinaire, Vallier.

En l'absence de M. Cuthli, rapporteur des

3 projets de loi relatifs

Statut  
indigènes

le 1<sup>er</sup>) réglant les conflits entre la loi française et le  
Statut indigène algérien, en matière d'Etat des  
personnes;

le 2<sup>e</sup>) portant modification de la loi du 13 mars  
1882 sur la constitution de l'Etat civil des  
indigènes musulmans de l'Algérie;

Etat civil

Droit de  
cité

Femme.

le 3<sup>e</sup>) étendant à la femme indigène  
d'Algérie, l'application des dispositions de la  
loi du 4 février 1919 et du Sénatus-consulte  
du 14 juillet 1863 sur l'accession au droit  
de cité;

les rapports sont confiés à M. Manger.

P<sup>re</sup>-foncière. M. Duron apportera à la prochaine  
séance un exposé sur la propriété foncière  
en Algérie. Le rapport a été déposé le  
18 juin 1921 par M. Et. Flaudin.

Classement  
des  
routes  
nationales

Il est décidé que l'avis relatif au  
projet de loi ad. p. l. ch. ayant pour objet le  
classement de routes nationales en Algérie,  
sera confié à M. Laurin, pour avis par le G<sup>ral</sup> Bourgeois.



M. Duron estime que cette loi est  
attendue avec impatience.

La séance est ouverte à 18 heures.

Le président,

Le secrétaire.

M. Roux

M. Roux

Séance du jeudi 18 juillet 1919

Présidence de M. le Général Bourgeois, président.

La séance est ouverte à 16 heures.

Sont présents: M. le C<sup>e</sup> d'Alsace, le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Cornudet, Manger, Ordinaire, Vaurin.

Statut indigène M. Manger donne lecture des 3 rapports qui  
Etat des personnes lui ont été confiés à la présidence.

Droit de cité Le 1<sup>er</sup> relatif au statut indigène (Etat des personnes)  
la femme indigène est adapté.

Le 2<sup>e</sup> relatif au droit de cité de la femme  
indigène fait l'objet d'explications de  
M. le rapporteur et d'une lecture de la loi du  
15 février 1919.

Le 3<sup>e</sup> concerne une modification de la loi du  
23 mars 1882 sur la constitution de l'état civil  
des indigènes musulmans.

Aussitôt, lecture est donnée des articles  
16 et 17 de la loi à modifier. La reproduction définitive  
de la femme devrunt légale et figureront aux  
actes.



Ces 3 rapports sont adoptés et seront déposés très prochainement.

Routes  
nationales  
classement.

avis.

Croix

indigènes  
naturalisés.

L'avis de M. Laurin, sur le projet de loi ayant pour objet le classement de routes nationales en Alg. est lu et adopté.

M. le C<sup>te</sup> d'Alsace accepte de formuler l'avis de la commission sur le projet de loi adopté par la chambre des députés,

**Tendant à accorder au Ministère de l'Intérieur un contingent annuel de croix de Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus par les indigènes algériens ayant acquis la qualité de citoyen français,**

M. Laurin observe que l'on recra ainsi 2 catégories de français: et d'une d'elle, celle des indigènes naturalisés, aura plus de droit que les français de naissance.

La séance est ensuite levée à 16 heures quarante minutes.

Le Président

G<sup>te</sup> J. Bourgeois

Le Secrétaire.

M. Voin



Séance du mardi 16 Novembre 1929

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à quatorze heures trente minutes.

Sont présents: M. le g<sup>ral</sup> Bourgeois, Cornudet, Leroy, Mahieu, Mollard, Danger.

Fêtes  
du  
Centenaire.

M. le Président consulte la Commission sur le point de savoir si une démarche doit être faite auprès du ministre de l'intérieur pour lui demander comment il entend faire représenter les deux commissions de l'Algérie de la Chambre des députés et du Sénat aux fêtes du centenaire.

M. Mollard. Elles seraient l'émancipation du Parlement à ces fêtes.

La commission exprime le désir d'être invitée aux fêtes du centenaire.

Transsaharien.

M. le Président informe la commission qu'elle sera réunie prochainement pour être mise au courant de l'état des études sur le Transsaharien.

M. Mahieu déclare que la commission d'études sera prête le 17 décembre.



X

M. Hervey donne quelques explications sur les tracés éventuels du Transsaharien et du Transafricain.

M. le Président, au nom de la Commission, remercie M. Changer des rapports très étudiés qu'il a déposés à la fin de la session ordinaire sur l'état actuel des indigènes, les conflits relatifs à l'état des personnes et sur le statut de la femme indigène.

La séance est ensuite levée à quatorze heures 55 minutes.

Le Président,  
J. P. [Signature]

Le Secrétaire.  
M. [Signature]



Séance du vendredi 13 décembre 1899

Sont présents: M. M. Aubli, Cornudet, Chagnand,  
legat, Bourgeois, Hervey, Metigny, Mollard, Manger,  
Ordinaire, Reboul.

Présidence de M. legat Bourgeois.

Centenaire

La séance est ouverte à 14 heures 1/2.

M. le président informe la commission que  
le ministère de l'intérieur lui a fait savoir  
que les membres de cette commission etivent  
au même titre que tous les parlementaires  
invités aux fêtes du Centenaire.

Plusieurs membres de la Commission estiment  
qu'une inscription spéciale serait nécessaire.

M. Aubli se déclare chargé par le  
Gouverneur général d'inviter spécialement  
la Commission.

Acte et donné de cette communication.

La séance est levée à 19 heures.

Le Président,

Le Secrétaire.

*Proposé*  
M. le Proposé

M. le Proposé d'inviter la Commission de mettre à l'étude la suppression  
des juridictions d'exception pour les indigènes, à l'occasion du centenaire.



Séance du mardi 4 février 1930

Présidence de ll. le Comte d'Alsace, président d'âge.

Sont présents: ll. le Comte d'Alsace, ll. le général Bourgeois,  
Cattoli, Demellier, Hervey, Mangier, Metting,  
Ordinaire, Violette.

Electon  
du  
Bureau.  
-

Le bureau est réélu à l'unanimité.

En conséquence le bureau pour 1930 se trouve  
ainsi constitué:

ll. le général Bourgeois, président,  
ll. le général Hervey et Duront, vice-présidents.  
Cattoli et Hervey, <sup>Ordinaire</sup> Secrétares.

X

ll. le général Bourgeois, président, remplace au  
fauteuil ll. le C<sup>te</sup> d'Alsace, président d'âge.

Il remercie, au nom du Bureau, la Commission  
pour la nouvelle marque de confiance  
donnée aux membres qui le composent.  
La Commission devra porter son atten-  
tion sur le Transsaharien et sur les  
fêtes du centenaire.

Centenaire  
-

Le Président a été informé par ll.  
Bordes, Gouverneur général, de l'invitation  
faite au Bureau de la Commission à  
ces fêtes d'une délégation à désigner.

Cette visite sera suivie d'un voyage  
d'études organisé par le Gouverneur général.  
Il se placera dans la dernière quinzaine  
de mai.

ll. Mangier est de nouveau félicité de ses



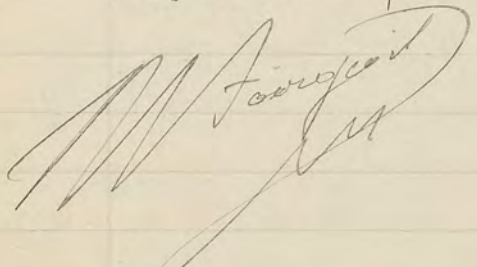
3 rapports déposés à la fin de l'année 1929.

M. Manger estime qu'il convient de hâter le dépôt des avis de la Commission de législation sur les projets de loi, déjà rapportés, et concernant l'Etat civil des indigènes, le statut indigène en matière d'état des personnes.

Il en est ainsi décidé.

La séance est ensuite levée à 14 h. 30.

Le Président,



Le Secrétaire,

M. Ordinaire

Séance du jeudi 20 février 1930

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures 30 m.

Sont présents: M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, Hervey, Le Trocquer, Manger, Messimy, Ordinaire, Laurin et Viollette.

Voyage  
en  
Algérie  
Centenaire.

M. le Président expose qu'il y a lieu de nommer la délégation qui doit faire partie du voyage en Algérie organisé par le Gouvern.



neur Général en l'honneur de la délégation de la Commission.

Désignation  
de la  
Délégation  
en  
Algérie.

M. Duroux vice-président et résidant en Algérie, serait remplacé par M. Le Troquer. M. Ordinaire, secrétaire en qualité de vice-président du Sénat fait partie du cortège officiel. Il serait remplacé par M. Malin, particulièrement compétent en matière transsaharienne. M. Cartholi, secrétaire, habitant l'Algérie, serait remplacé par M. Manger.

Les autres membres de la Commission invités à se joindre au Bureau pourraient être M. de Bloss, Demellier, Rebore et Vadier, leurs autres collègues devant se rendre de leur côté en Algérie en renonçant au voyage.

Itinéraire  
du  
voyage

M. Viollette propose de soumettre au Gouvernement l'itinéraire suivant:  
Alger - Gardia en passant par Bogari et Djelfa. Retour effectivement par Bou-Saada et le col de Lacramotti.

S'il restait assez de temps un second circuit pourrait s'ajouter: celui d'Alger à Bougie par la Petite Babylie. Ces deux excursions demanderaient une quinzaine de jours.\*

Ces itinéraires sont adoptés en principe.

M. Saurin regrette que le département d'Oran soit laissé de côté, avec ses 400.000 européens et ses belles cultures. On ouvre une très belle exposition.

\* Avec ces excursions pourrait se placer la visite d'Alger, des environs, avec un déjeuner à Tipaza.



M. le Président propose de décider l'em-  
barquement à Port-Vendres. Ainsi, la délégation  
pourrait visiter Oran et se rendre à Alger,  
en une nuit, par chemin de fer.

Cette proposition est adoptée sous réserve  
des possibilités.

La séance est ensuite levée à 11 heures,

Le Président,

Le Secrétaire.

*[Signature]*

Séance du Vendredi 14 Mars 1930

Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents: M. le Comte de Blois, le gal Bourgeois,  
Cittoli, Mahieu, Steeg, Vallier.

La séance est ouverte à 11 heures 45.

Centenaire -  
Voyage en  
Algérie

M. le Président fait savoir que seul M. Servey, parmi les membres du bureau  
fera le voyage d'Algérie avec la délégation  
de la Commission.

Les autres membres de la Commission  
susceptibles de remplacer les membres  
du bureau seront: M. Le Trocquer, Riboul,  
Mahieu et Manger. A ceux-ci seront adjoints  
M. Vallier.



107

Il en est ainsi décidé.

M. Marien et Lutoli, insistent en faveur de l'embarquement à Port-Vendres.

M. le C<sup>te</sup> de Blois rappelle que M. Galland a déclaré que dans les fêtes de 1830 il ne s'agissait pas de commémorer la "conquête" de la terre africaine.

A-t-on cependant l'intention de commémorer l'héroïsme des soldats qui ont conquis l'Algérie?

M. Lutoli répond qu'il convient de ménager le sentiment des indigènes et d'éviter ce qui peut rappeler la défaite de leurs ancêtres.

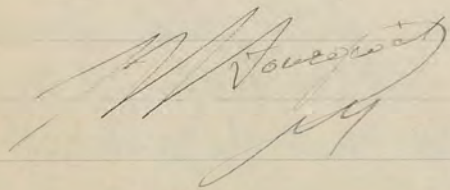
Toutefois il y aura une revue navale et la population assistera à un défilé des troupes d'Afrique revêtues des anciens uniformes de l'époque de 1830.

M. le président. — Soixante-douze congrès se tiendront en Algérie. Apartir du défilé qui vient d'être mentionné, on écartera tout ce qui peut rappeler la conquête par les armes.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président,

Le Secrétaire.





# Réunion commune des Commissions de l'Algérie et des Colonies.

Séance du Mardi 1<sup>er</sup> Avril 1930

Présidence de M. Messimy président de la  
Commission des colonies.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Sont présents pour la Commission de l'Algérie: M. M. le  
général Bourgeois, Hervey, Mahieu, Manger, Messimy,  
Ordinaire, Viollette.

La séance est ouverte à quatorze heures quinze  
minutes.

Transafricain.

M. le président rappelle que les deux Commissions,  
Algérie d'une part, Colonies d'autre part ont pris  
un intérêt passionné à l'étude non pas du  
"transsaharien", mais du "transafricain".

L'organisme d'études fut créé il y a 3 ans  
sur l'initiative de M. Tardieu, alors ministre  
des travaux publics. A sa tête furent placés  
M. M. Fontaneille et Martre de Vallon. Hommage  
doit être publiquement rendu à l'étude  
technique si magistrale dirigée par ce  
dernier. De cette étude il résulte qu'aucune  
difficulté technique ne s'oppose à la traversée  
par voie ferrée du Sahara. La dépense serait  
de 3 milliards 500 millions, soit 600.000 fr. d'avant  
guerre. La période déficitaire ne dépasserait  
une dizaine d'années.



109

Au-dessus de l'organisme d'études fut créée une comité consultatif où siège M. Vioblette. Ce comité a demandé le dépôt d'un projet de loi relatif au Transsaharien.

M. le président, comme président du Conseil supérieur de l'exposition coloniale avait en l'idée de présenter les résultats du travail considérable de l'organisme d'études; c'est à ce sujet qu'il fut informé de la dissolution de ce dernier. Les sommes qui lui étaient destinées seront remises à la disposition du Ministre des finances.

C'est l'entêtement clandestin d'une grande idée.

Dans ces conditions il y aurait lieu pour les deux commissions de demander, sous une forme pressante, au Gouvernement de laisser subsister l'organisme, au moins dans la personne de M. Maître de Vallon; 2°) d'affirmer solennellement, à l'occasion du centenaire, la volonté du Gouvernement de construire le Transsaharien; 3°) de présenter, à l'Exposition coloniale, l'effort réalisé pour l'étude de ce grand problème.

M. Mahren fait savoir, que de ses conversations avec M. Perrot, ministre des travaux publics il résulte que le délai pour lequel l'offre avait été créée est expiré. Une peut révoquer que par une loi.

Si le projet de loi sur le Transsaharien vient à être déposé, M. Maître de Vallon sera désigné en qualité de Commissaire du Gouvernement.



Quant au projet de loi en lui-même, le ministre n'a pas aucune objection. Une démarche serait nécessaire auprès du président du Conseil. L'idée pourrait être suggérée de le soumettre à la signature du Président de la République à Alger même, lors de sa visite. Il y aurait là une manifestation dont la repercussion morale serait considérable.

Lors de cette démarche le Comité consultatif pourrait se joindre aux deux Commissions sénatoriales.

M. Viollette estime que c'est l'heure est opportune pour déposer ce projet de loi. L'opinion est prête, le contentaire, les raids automobiles à travers le Sahara donnent au problème une actualité qu'il ne le trouvera pas.

Au surplus si la France ne fait pas le transsaharien l'Italie le fera, aidée par la Grande-Bretagne.

M. Lebry : Il est question d'une proposition de loi. La décision doit être prise par le Gouvernement.

M. Deloncle est du même avis.

M. le Président admet que si la demande n'était pas suivie d'effet, une proposition de loi pourrait être déposée au Sénat signée de 60 Sénateurs.

M. Viollette émet l'opinion que si le



111

Gouvernement a constitué un organisme d'études et qu'il s'engageait à décider la construction, si les études reconnaissent celle-ci comme techniquement possible.

Les conclusions de l'organisme sont nettement favorables, le Gouvernement est moralement engagé.

M. le Président propose de décider que les bureaux des 2 commissions feront une démarche auprès du Président du Conseil. Les membres des 2 commissions qui le désirent, pourront se joindre aux bureaux.

Il a été ainsi décidé.

M. le Président croit savoir qu'à la Chambre italienne le Sous-Secrétaire d'Etat des colonies a émis l'intention d'opérer la liaison entre la Lybie et le Tchad.

M. Viollette - Il faut attirer l'attention du Gouvernement sur certaines tractations diplomatiques oncos destinées à faciliter à l'Italie l'accès au lac Tchad. On parle même de céder certains territoires au Tibesti.

M. le Gal Bourgeois considère comme une fautive grave tout projet tendant à couper en deux cette partie du Soudan.

Les questions géographiques sont trop peu connues du Gouvernement.



Les commissions réunies décident  
de rédiger un communiqué sur les  
décisions prises.

La séance est ensuite levée à  
quinze heures un quart.

Le Président,

Le Secrétaire.

*M. Bourgeois*

Séance du Samedi 26 Avril 1930

Présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents M. M. Legat Bourgeois, Hervey, Mangin et  
Reboul.

La séance est ouverte à 14 h. 15.

M. Mangin est chargé du rapport sur le  
projet de loi concernant la déclaration de  
fiançailles et le mariage des Kabyles, en cas  
où le projet serait renvoyé à la commission.

Police d'Etat  
à  
Alger

Puce qui touche le projet relatif à la  
création d'une police d'Etat à Alger, la Commission  
sans demander le renvoi pour avis, mentionnera  
son adhésion au projet, en séance publique.



Adjoint  
- indigène

121  
Sur la proposition de M. le Président, M. Manger  
est chargé du rapport sur la proposition de  
loi adoptée par la Chambre, tendant à instituer,  
dans les Conseils municipaux d'Algérie un  
poste d'adjoint indigène choisi parmi les conseil-  
lers élus par les indigènes.

M. Manger déclare qu'il ne fera son  
rapport qu'après une, sur place, de la  
question, lors de son séjour en Algérie.

La séance est ensuite levée à quinze  
heures.

Le Président,

Le Secrétaire.

*M. Bourgeois*  
*pr*

Séance du mardi 8 Juillet 1930

Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents : M. le Général Bourgeois, Antholi,  
Lumoyt, Leroy, Mahsen, Manger, Steeg,  
Viollette.

La séance est ouverte à 16 heures 30 minutes.

Voyage en  
Algérie.  
- M. le président rappelle que le voyage en Algérie  
qui devait avoir lieu en Mai a été ajourné  
à l'automne, en raison de la chaleur.  
Il conviendrait d'arrêter l'itinéraire.



M. Vollette estime qu'il est indispon-  
sable de visiter les territoires du Sud, en raison  
de leur importance politique et économique.  
Leurs possibilités de développement sont  
insoupçonnées. Leur avenir dépend de  
l'eau. Or, le régime des eaux est aussi  
divers que possible.

Il importe donc de placer le voyage en  
fin Octobre et commencement de Novembre.

La Commission devra s'entendre  
avec le Gouvernement pour se livrer à  
une véritable enquête : elle aura l'occa-  
sion de réaliser la grande commission d'en-  
quête de Jules Ferry et de Berdeau.

La Commission devra montrer la plus  
grande objectivité, entendre les indigènes et  
les colons, surtout les petits colons dont  
la situation tend à la détresse.

Les indigènes fondent de grands espoirs  
sur la commémoration du centenaire. Ce fut  
pour les indigènes une grosse déception.

Le collège électoral musulman, si les  
députés musulmans ne sont à son aise,  
mais il est nécessaire d'associer les musul-  
mans à la représentation générale du  
pays à dehors du corps électoral spéci-  
fiquement musulman.

Une interpellation sur la politique  
algérienne du Gouvernement sera  
nécessaire, car il faut éviter en Algérie  
les mouvements qui se produisent en  
Indo-Chine.



121

M. Charles Dumont. Il faudrait remplacer le  
mot "enquête" par le mot "information."

M. Leroy objecte que ce programme  
nécessitera cinq semaines.

La Commission décide de charger son  
président d'écrire au Gouverneur général  
pour lui envoyer le programme des  
études que la Commission a  
l'intention de faire en Algérie, en  
spécifiant bien qu'il ne s'agit  
pas d'une enquête.

La séance est ensuite  
levée à 11 heures cinquante.

Le Président,

Le Secrétaire.

*Bourgeois*

Séance du Vendredi 21 Novembre 1930.

Présidence de M. le g<sup>l</sup> Bourgeois.

Sont présents: M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, Cutoli, Leroy,  
Le Troquer, Mahien, Manger, Ordinaire, Steeg,  
Vallier, Viollette.

La séance est ouverte à 14 heures 45.

M. le président demande à la Commission,



114

Sous-Commission chargée d'étudier  
le projet de voyage en Algérie.

Séance du 15 septembre 1930.

Présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents: M. le gal Bourgeois, Hervey, Le Trocquer, Mangot,  
Viollette.

Excusés: M. M. G. Dumont, Mahieu, Ordinaire.

Voyage  
en  
Algérie  
—

La Sous-Commission estime qu'il n'y a pas  
lieu de maintenir au programme d'études du  
voyage en Algérie les questions suivantes:

Régime de l'indigénat, durée du service  
militaire, réglementation de l'exode des travailleurs  
~~indigènes~~ mécontentement provenant des  
fêtes du centenaire.

Elle maintient au programme: la situation  
agricole, l'abandon des hauts-plateaux par les  
petits colons, le Transsaharien. Elle y ajoute une  
étude sur l'hygiène, l'assistance et la situation  
économique des indigènes.

La délégation partira entre le 18 et le 20  
octobre. Le voyage durera une quinzaine de  
jours. Il est décidé qu'il se bornera à la  
visite de la région du Tell et que l'on établira  
un itinéraire.

La séance est close.

Le Président:

*M. Bourgeois*



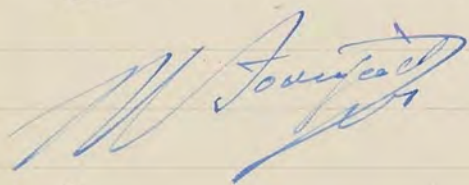
le voyage en Algérie, n'ayant pu s'effectuer  
par suite du changement de Gouvernement, car  
si elle entend maintenir son projet de voyage et,  
dans l'affirmative à quelle date elle entend  
fixer le départ.

La Commission décide que ce  
voyage doit avoir lieu et qu'il  
s'effectuera au début d'avril 1931,  
avec le même programme.

La séance est ensuite levée à  
~~quatre~~ heures dix minutes.

Le Président,

Le Secrétaire.



La Commission réélue pour 1931 le  
5 février 1931.

1931

Séance du Vendredi 6 février 1931

Présidence de M. Hervey, président d'âge.

Sont présents : M. le <sup>général</sup> Bourgeois, Hervey,  
Manger, Hémery, Ordinaire, Reboul et  
Viollette.



La séance est ouverte à 14 heures 30.

Elect. ou du  
Bureau

La Commission, à l'unanimité, maintient le bureau sortant.

En conséquence, le bureau pour 1981, se trouve ainsi constitué.

M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, président,  
M. M. Leroy et Duron, vice-présidents,  
M. M. Cuthbert et Ordinaire, secrétaires.

M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, président, remplace au fauteuil M. Leroy, président d'âge.

Il renouvelle la commission de cette nouvelle marque de confiance.

Voyage en  
Algérie

M. le Président rappelle qu'un voyage en Algérie reste décidé pour le printemps 1981.

Plusieurs programmes sont à l'étude. Il conviendra d'une part de visiter le Tell et d'étudier le pays au point de vue agricole et économique.

D'autre part il sera essentiel de visiter sur place les deux amorcees possibles du Komsaharian.

M. Deboul. Il y a dit-on un 3<sup>e</sup> projet avec terminus à Alger.

M. Leroy. - Resté lui d'avance car il



comporte la cession à la Compagnie exploitante de milliers d'hectares de terrain.

~~Adjoint indigène~~ M. le Président expose que sur la demande de la Présidence du Sénat une démarche doit être faite auprès de la Commission de législation civile pour :

Juges de paix

1° présenter le dépôt de l'avis de la dite commission sur le projet de loi réglant les conflits entre la loi française et le statut indigène algérien en matière d'état des personnes; (536)

2° poursuivre son avis sur la proposition de loi relative à l'application à l'Algérie de divers ~~lois~~ lois et décrets promulgués en 1926 et 1929 concernant la compétence des juges de paix.

Adjoint indigène

M. Mauger expose les grandes lignes de son rapport sur la proposition de loi tendant à instituer un poste d'adjoint indigène choisi parmi les conseillers élus par les indigènes (280)

M. Vollette expose que le texte proposé par la Chambre ne donne pas satisfaction. Il se borne à désigner sous le nom d'adjoint le Caïd.

Or ce qu'il faut doit reconnaître aux municipalités de plein exercice le droit de



125

nommer adjoint un indigène, sans cette réserve  
que l'adjoint ainsi nommé ne pourrait  
être ni officier d'Etat civil, ni officier de  
police judiciaire.

La suite de la discussion est renvoyée  
à la prochaine séance

La séance est levée à 11 heures 10 minutes

Le Président.

~~M. Bourgeois~~ //

Séance du Mardi 10 février 1931

Présidence de M. le g<sup>al</sup> Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Sont présents: M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, Nervo,  
Leblanc, Le Troquer, Manger, Morin, Ordinaire,  
Reboul, Steeg, Viollette.

Voyage  
Algérie.

M. Viollette estime que la délégation doit effectuer  
deux voyages: l'un de 3 semaines en Avril dans  
les régions du Nord; l'autre de même durée dans  
les Territoires du Sud en Octobre ou Novembre.

Cette manière de voir est adoptée.

M. Viollette exprime l'avis que les Territoires  
du Sud doivent être visités surtout au point de  
vue économique, la question du transsaharien



restant un des côtés du point de vue économique.

M. le Président propose de débarquer à Alger de visiter le département d'Alger, puis celui de Constantine pour terminer par celui d'Oran. Le retour en France s'effectuera par Port-Vendres.

M. Hervey propose de fixer la date du 1<sup>er</sup> départ au 6 Avril 1934.

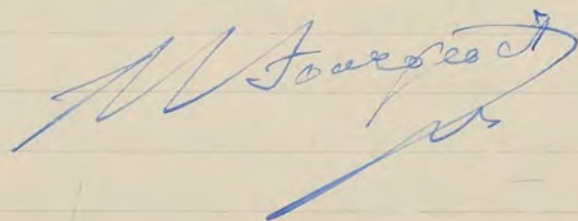
Ces propositions sont adoptées.

M. le Président communique au Gouvernement Général pour lui faire part des intentions de la Commission.

Sur la proposition de M. Reeg il est décidé qu'un programme précis des questions à étudier sera de nouveau établi par la Commission.

La séance est ensuite levée à 15 heures un quart.

Le Président.





Séance du Jeudi 19 Mars 1931

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à 17 heures.

Sont présents : M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, Hervey,  
Messimy, Mangon, Vallier, Violette.

Compétence  
des  
juges de  
paix

M. le Président fait savoir de M. Mangon  
a bien voulu se charger du rapport sur  
la proposition de loi, adoptée par la Chambre  
des députés, relative à l'application à l'Algérie  
de diverses lois et décrets promulgués en  
1926 et 1929, concernant la compétence des  
juges de paix.

Déclassement  
de  
forteresses

La commission invite M. Mangon à se  
charger de la rédaction de l'avis sur le projet  
de loi, adopté par la Chambre des députés,  
portant déclassement d'ouvrages fortifiés.

M. Mangon accepte.

Voyage  
en  
Algérie.

M. le Président informe la Commission  
que le départ de la délégation de la Commission  
pour l'Algérie aura lieu à Marseille le mardi  
4 avril.

Les membres désignés pour faire partie de cette  
délégation sont : M. Tourment, Seblanc, Mangon,



Reboul, Vallier, Viollette. S'adjoindront aux membres  
ci-dessus désignés les sénateurs dont les noms  
sont : M. M. Gallet, Fourment, Morizet, Vallier ainsi  
que M. Bara, le secrétaire adjoint de la  
Commission. M. Viollette présidera la délégation.

La séance est ensuite levée à dix-sept  
heures et demie.

Le Président.



Séance du Mardi 9 Juin 1931

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures.

Sont présents : M. M. le général Bourgeois, Leroy,  
Leblanc, Manger, Moulié, Reboul.

Déclassement  
d'ouvrages  
fortifiés  
Projet 114  
(1931)

M. Manger, rapporteur, de son avis sur le  
projet de loi portant déclassement d'ouvrages  
fortifiés.

Il s'agit d'ouvrages fortifiés en Algérie. Les  
villes étaient dans ces ceintures d'ouvrages. Elles  
existent cette ceinture.

L'avis est adopté.

La Commission charge M. Manger de



déclassement  
d'ouvrages  
fortifiés  
projet 437  
(1931)

formuler l'avis de la Commission sur  
le projet de loi, adopté p. la ch., portant  
de classement de certains ouvrages  
fortifiés en Algérie.

M. Manger, rapporteur, se déclare prêt à donner  
lecture de son avis.

Cet avis est adopté.

Compétence  
des  
juges de paix  
projet 889  
(1930)

M. Manger, rapporteur, donne lecture de  
son rapport sur la proposition de loi de  
M. Roux-Tressinens relative à l'application  
en Algérie de diverses lois et décrets promulgués  
en 1926 et 1929 concernant la compétence des  
juges de paix.

La Commission est saisie au fond et M.  
Manger propose d'adopter le texte de la  
Chambre.

Il s'agit simplement de mettre le taux  
de la compétence en harmonie avec le  
coefficient de la monnaie actuelle. Il ne  
s'agit pas non d'autres questions plus délicates,  
telles que celle des tribunaux répressifs.  
C'est une solution de simple bon sens.

Le rapport est adopté.

M. le président demande à M. Manger si le  
déclassement des fortifications de Batna  
laissent la place suffisante pour abriter la



population civile en cas de troubles.

M. Manger répond affirmativement.

Constructeurs ~~La séance est levée à 16 h. et demi.~~  
Scolaires M. Manger accepte de rapporter le projet  
— de loi adopté par la Ch. des déq. tendant à  
prolonger pour une <sup>nouvelle</sup> période 10 ans à partir du  
1<sup>er</sup> janvier 1931, la loi du 31 déc. 1920 mettant  
à la charge du budget de l'Algérie la presque  
totalité des dépenses concernant les  
bâtiments scolaires (no 488)

projet 488  
de 1931

La séance est reprise à 16 heures  
et demi.

Séance du Mardi 8 Décembre 1931

Présidence de M. le général Bourgeois.

La séance est ouverte à 16 heures 30.

Sont présents : M. le général Bourgeois,  
Hervey, Seblanc, Manger et ordinaire.

Fonds commun La Commission déléguée : M. Seblanc comme  
rapporteur du projet de loi adopté par la Ch. d. déq.  
portant création d'un fonds commun des sociétés  
indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels  
de l'Algérie (1931);  
M. Hervey comme rapporteur du projet

X



Parls de loi adoptée p. le ch. des dév. appliquant à l'Algérie  
fondateurs la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateurs  
dans les sociétés anonymes émites par les sociétés anonymes. (1926)

1926

La séance est levée à 16 h 45 minutes

Séance du Mardi 15 décembre 1931

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures un quart.

Sont présents: M. le g<sup>d</sup> Bourgeois, Hervey, Leblanc, Manger, Messimy, Mounie, Ordinaire.

Proposition  
de loi  
de M. Viollette  
sur  
les mesures  
du  
Centenaire  
Reformes en  
Algérie

M. Messimy estime que la proposition de loi de M. Viollette relative aux réformes à réaliser en Algérie à l'occasion du centenaire, contient des choses excellentes et toute une série de mesures qui méritent l'attention du Gouvernement.

L'autre peut-être comporte des propositions qui, si elles étaient adoptées, pourraient être réclamées immédiatement par d'autres colonies. L'avis du Gouvernement s'impose. On pourrait donner à celui-ci le délai ultime du 1<sup>er</sup> février 1932 pour faire connaître la position, en l'invitant à prendre l'initiative des réformes qu'il jugerait utiles, sous la forme de plusieurs projets de loi. M. Viollette venant ainsi que la proposition n'est pas abandonnée.



M. Ordinaire est d'avis que l'on pourra  
retenir trois ou quatre points de la proposition.

M. Massimy ajoute qu'il faudrait envoyer  
la proposition au Gouvernement général et aux  
Délégations.

M. Donnie estime que le Gouvernement  
doit être saisi de la proposition intégrale.

M. Leroy. En invitant le Gouvernement à en  
détacher certaines dispositions devant faire l'objet  
de plusieurs projets de loi.

La Commission décide de prier  
son président de transmettre la proposition  
au Gouvernement qui sera invité à  
renvoyer à la Commission, avant le  
1<sup>er</sup> février 1932, un rapport et à préparer  
plusieurs projets de loi. M. le président  
fera une visite à M. le directeur des affaires  
Algériennes, l'informera de cette décision et  
lui demandera d'envoyer le texte de M.  
Viollette au Gouvernement général avec  
prière de le communiquer au président  
des Délégations financières.

La séance est levée à quatorze heures  
quarante-cinq minutes.



Séance du Mardi 2 février 1939

Présidence de M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, président d'âge.

Sont présents M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, Servey, Leblanc, Massim, Manger, Monnier, Ordinaire, Reboul, Ordinaire, Viollette.

La séance est ouverte à 14 heures 15.

Electron  
du  
Bureau  
pour  
1939

La commission permanente, par acclamation, les pouvoirs du bureau sortant.

En conséquence le Bureau, pour 1939, se trouve ainsi constitué.

Président : M. le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Vice-Présidents : M. M. Servey et Pinoux,  
Secrétaires : M. M. Ordinaire [Autoliet]

Proposition  
de  
loi de  
M. Viollette

M. le président après avoir remercié ses collègues de la marque de confiance qu'ils ont bien voulu donner au Bureau informe la Commission qu'un rapport du Directeur de l'Algérie au ministre de l'intérieur sur la proposition de loi Viollette est soumis à la signature du ministre.

Ce rapport sera lue et distribué aux membres de la Commission. La discussion sera ensuite ouverte.

La séance est ensuite levée à 16 heures 15 minutes.



Séance du Jeudi 3 Mars 1939

Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents: M. G. Bourgeois, Hervé, Seblanc, Messimy, Maunier, Ordinaire & Viollette,

La séance est ouverte à 14 heures 15.

Proposition  
de loi  
Viollette

M. Maurice Viollette a eu à avoir l'honneur de recevoir les avis émis par les différents ministères sur la proposition de loi. Il estime que la Commission doit envisager un ordre de discussion qui a pour objet de scinder l'étude du problème des réformes algériennes et, laissant de côté, pour le moment tous les points comportant l'intervention de la métropole, de commencer par l'examen du statut politique, c'est-à-dire le statut des Assemblées Algériennes. Ce statut est fixé par un texte législatif de 2 lignes, puis par des arrêtés ministériels et du Gouverneur. Sur le tout, un droit préexistant essayant d'élargir considérablement les intentions du législateur.

Ce texte de loi se rapporte à des lois antérieures l'organisation législative de l'Algérie. Celle-ci n'est pas intervenue.

Après cette étude il conviendra d'examiner l'accession des indigènes à la souveraineté politique française. Il y a eu des promesses de différents Gouvernements: promesses de M. Albert Sarraut, promesses de M. Tardieu, antérieurement, déclarations de M. Clemenceau



135

et de M. Ragues.

L'Association des indigènes à la puissance législative préoccupe l'opinion publique indigène : le voyage en Algérie, en Avril 1931, l'a prouvée.

Telles sont les deux études auxquelles doit tout d'abord procéder la Commission.

M. Hervé fait observer qu'il avait déjà décidé que la Délégation de la Commission, en Algérie, n'aborderait ni les questions militaires, ni la question de la représentation indigène.

M. Viollette répond que la Délégation, lors de son voyage en Algérie, en 1931, ne s'est pas livrée à une enquête sur la représentation des indigènes au Parlement. Mais la Délégation de la Commission ne pouvait refuser d'entendre les indigènes qui, venant exposer l'ensemble de leur conception et de leurs vœux, réclamaient entre autres l'accès aux droits politiques.

M. Leblanc confirme que des cahiers de réclamations étaient déposés devant la Délégation portant sur un fort. M. Viollette, qui président, déclarait : "Sur cette question je ne peux pas répondre". La même ajouta, en certaines circonstances : "J'ai mon opinion à ce sujet, mais la Commission ne peut pas prendre d'engagements."

M. Viollette déclare que la question de la représentation des indigènes passionne ceux-ci.



C'est un fait: on est obligé de le constater.

M. Leblanc estime que la délégation n'a entendu qu'une élite et un son.

M. Viollette répond que, précisément, il ne se préoccupe que de l'élite et sa proposition ne prévoit que la façon dont cette élite indigène sera incorporée à la cité française. L'orateur se déclare hostile au collège électoral spécifiquement indigène. Il se traduirait par des suffrages "au commandement".

Revenant à la question méthodique, M. Viollette <sup>propose</sup> de désigner une sous-commission de 7 membres.

X La Commission décide la création de cette sous-commission qui serait chargée tout d'abord d'examiner le Chapitre VII de la Proposition de loi (art. 49 et 50). Elle sera composée de MM. Cuthali, Duroux, Leroy, Leblanc, Vallier, Viollette, Laurin.

M. le Président fait partir, de droit, de toutes les sous-commissions.

M. le Président fait savoir qu'entre la 1<sup>re</sup> lettre du ministre de l'intérieur, en date du 6 février 1932, il a reçu un document du ministère de l'intérieur<sup>(2)</sup>, un avis du ministère de la Guerre<sup>(3)</sup>, puis une 2<sup>e</sup> lettre du 19 Mars, du Ministère de l'intérieur<sup>(4)</sup>. Le 1<sup>er</sup> document a été distribué. Les



137

hors autres seront lirez et distribués.

La 1<sup>re</sup> séance de la Sous-Commission est  
fixée au ~~jeudi~~ 10 Mars à 6 h. 1/2.

La séance est ensuite levée à quinze  
heures.

Séance du Vendredi 2 Mars 1891  
Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 6 heures 30 minutes.

Sont présents: M. le Général Bourgeois, Duroux,  
Lervay, Leblanc, Manger, Messimy, Mouru,  
et Viollette.

Fonds commun  
des  
Sociétés indigènes  
de  
Prévoyance  
d'Algérie

M. Leblanc, rapporteur, donne  
lecture de son rapport sur le projet de loi  
adopté par la Chambre des députés, portant  
création d'un fonds commun des Sociétés  
indigènes de prévoyance, de secours et de  
prêts mutuels de l'Algérie et conclut à  
l'adoption du projet déposé.

M. Viollette estime que cette caisse doit  
être autonome. Aussi l'administration doit en  
être régie par la loi. Un article Supplémentaire  
s'impose pour créer un conseil  
d'administration et en déterminer les  
membres.



M. Seblanc, rapporteur propose d'insérer  
à l'article 5 qui de l'enterait ainsi:  
"Le Conseil d'administration de la  
Casse est composé de..." etc

M. Rollette propose de composer  
comme suit ce conseil d'administration:  
Un contrôleur des dépenses engagées et  
le directeur des finances de l'Algérie;  
deux représentants par départements  
des caisses de crédit mutuel, un  
représentant de la banque de  
l'Algérie et un représentant du  
Crédit foncier algérien.

Soit dix membres, plus un  
président désigné par arrêté du  
Gouverneur général.

Il faudrait, en outre, insérer une  
disposition aux termes de laquelle  
les fonds disponibles seront employés  
dans les conditions imposées en  
France soit à la Casse d'amortisse-  
ment soit à la Casse de Crédit agri-  
cole.

La Commission adopte ces propo-  
sitions. Elle décide que le rapporteur  
consultera les autorités qualifiées  
au sujet de la contribution à  
demander à chaque organisme, en  
principe:  $\frac{1}{10}$ .

Un nouveau texte sera présenté



à la commission à la rentrée de Juin.

Conflits  
entre  
la loi indigène  
ou  
matière

M. Mangier, rapporteur, rappelle à la  
d'état des personnes Commission que la Commission de  
Etat de la Question de législation civile, par avis de M. Sollier,  
s'oppose à certaines dispositions du projet  
de loi, adopté p. la Ch., réglant les conflits  
entre la loi française et le statut indi-  
gène algérien en matière d'état des  
personnes.

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre  
des Députés, relative au statut des eaux sou-  
terraines en Algérie. — Renvoyée à la Commission  
chargée de l'examen des projets et propositions  
de lois, relatifs à l'Algérie. — N° 246.

M. Leblanc propose de demander à la  
Commission de législation de formuler  
ses critiques. Un seul argument est sérieux:  
celui qui concerne le contrat de mariage.

Il en est ainsi de ce de.

Déclassement  
d'ouvrages  
fortifiés

Avis

La Commission confie à M. Mangier,  
qui accepte, le soin de présenter l'avis de  
la Commission sur le projet de loi, ad. p. la Ch.,  
relatif au déclassement de certains ouvrages  
fortifiés. Ce projet sera déposé aujourd'hui.  
Très favorable.

Statut  
des  
eaux souterraines

Rapport

M. Viollette, accepte de rapporter la  
proposition de loi, ad. p. la Ch., relative au statut  
des eaux souterraines.



Emprunt de  
30 Millions  
Inondations  
Avis.

X

M. Hervey accepte de rédiger l'avant  
sur le projet de loi, ad. p. b. ch., tendant à autoriser  
le Gouverneur gen. de l'Algérie à contracter un  
emprunt de 30 Millions pour le règlement  
des dommages causés par les inondations  
de décembre 1930 et janvier 1931.

Travaux d'intérêt  
général.  
Emprunt porté de  
1.600 millions à  
3.400 millions  
Avis

M. Massimy demande à être chargé de  
l'avant sur l'emprunt pour l'exécution  
de grands travaux d'intérêt général ob  
portant de 1.600 millions à 3.400 millions  
de fr. le montant maximum de l'emprunt  
à contracter. Il propose que cet emprunt  
doit être étudié concurremment avec celui  
~~pour~~ le Maroc demande à contracter.

M. Viollette note que ce projet a  
été déposé le 3 Novembre 1930, sur le bureau  
de la Chambre. A ce moment, le programme  
comportait les travaux de la ligne Bougie.  
Setif. Cette ligne inutile, est heureusement  
retirée du programme.

M. Massimy déclare ne pouvoir faire ce  
rapport qu'en fin. Il exige un examen  
sérieux.

Emprunt de  
100 millions  
pour  
les territoires  
du  
Sud  
Avis

M. Massimy est également chargé de  
l'avant sur le projet de loi, ad. ch., tendant à  
autoriser les territoires du Sud  
de l'Algérie à contracter un emprunt



141  
de 100 millions, après avoir présenté une observation analogue à la précédente.

L'avis ne peut être prêt qu'à la fin.  
Il s'agit d'une affaire très importante.

La séance est levée à 11 heures 20 minutes.

Séance du Lundi 23 Mars 1932

Présidence de M. Hervey, vice-président.

La séance est ouverte à 11 heures 5 minutes.  
Sont présents M. le g<sup>r</sup> Bourgeois, Hervey, Massimy,  
Ordinaire, Viollette.

M. Fourcade rapporteur de la Commission  
des finances assiste à la séance.

M. Massimy rapporteur déclare qu'il a  
Emprunt de 1600 millions  
ports  
à 3.400 millions  
l'intention d'émettre l'avis que  
la Commission ne peut donner son  
approbation à un projet qu'elle  
n'a pas eu le temps d'examiner.

M. Fourcade, rapporteur de la C<sup>on</sup> des finances,  
donne lecture du rapport au fond  
qu'il compte soumettre à la Commission des  
finances. La Chambre a diminué le chiffre  
primitif de 3.500 pour le réduire de 1 milliard.

M. le Président s'excuse de cette différence.

M. Fourcade explique qu'elle provient de  
la suppression de la plupart des lignes de



chemins de fer projetés. La somme à emprunter sera en réalité de 800 millions.

M. Messimy s'étonne que ce projet soit resté devant la Chambre du 6 novembre 1930 au 24 mars 1932.

M. Fournade expose que le projet d'emprunt a été déposé en 1924. En 1926 le programme a été modifié officiellement et repoussé en 1929.

Il faut qu'au prochain budget de l'Algérie des comptes soient rendus au Parlement sur l'emploi des fonds.

Il paraît qu'un nouvel emprunt est déjà réassuré, car il ne s'agit que de l'extension d'un emprunt contracté en 1924 et dont les fonds sont épuisés et même dépassés.

Après un échange d'observations entre M. le Président, M. Viollette, M. Fournade et M. Messimy, la commission décide qu'elle ne conclura pas au rejet pur et simple mais que son rapporteur protestera formellement sur la procédure employée et sur le court délai imparti au Sénat et à ses commissions.

Territoires  
du  
Sud.

Emprunt de 100  
Millions

M. Viollette demande qu'il ne soit pas statué actuellement sur l'emprunt de 100 millions demandé pour les territoires du Sud.



Il doit faire face à des dépenses somp-  
tuaires, notamment touristiques.  
Les dernières doivent absorber 6 millions.  
Il conviendrait de demander l'attribution  
de cette somme aux Ecoles et aux  
formations hospitalières.

Ce travail est confié à M. Viollette,  
avec l'assentiment du rapporteur préci-  
demment désigné. Il sera rédigé à  
la rentrée de Juin.

La séance est ensuite levée à  
quinze heures un quart.

Séance du Mardi 21 Juin 1938

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures 30 minutes.

Sont présents: M. le G<sup>al</sup> Bourgeois, Cuttoli,  
Hervey, Leblanc, Manger, Mestimey, Monnier,  
Ordinaire, Laurin, Steeg, Viollette.

Fonds Commun  
des  
Sociétés indigènes  
d'ivoirance.

M. Leblanc, rapporteur, donne lecture  
de son rapport modifié, sur le projet de loi  
adopté par la Chambre, portant création d'un  
fonds commun des Sociétés indigènes de



prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie.

Après ensuite que M. le Gouverneur de l'Algérie, consulté, lui a fait connaître son opinion sur les trois points suivants susceptibles d'être envisagés par la loi :

1° en précisant ~~dans la loi elle-même~~ la composition du conseil ou comité chargé de la gestion du nouvel organisme ;

2° en fixant de quelle façon seraient employées les ressources du fonds commun ;

et 3° enfin en déterminant la contribution obligatoire à verser au fonds commun par les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie.

Sur le 1<sup>er</sup> point le Ministre et le Gouverneur général ne font pas d'opposition, sans considérer ce problème comme résolu.

Sur le 2<sup>e</sup> point le Gouverneur général estime que

« Les ressources du fonds commun sont destinées à  
« constituer une masse de manœuvre permettant d'agir  
« immédiatement et efficacement partout où, par suite de  
« circonstances spéciales, les sociétés indigènes de pré-  
« voyance exigent d'être aidées dans l'effort qu'elles doivent  
« accomplir pour conjurer les effets des récoltes déficitaires. »

Sur le 3<sup>e</sup> le Gouverneur général pense qu'il conviendrait de fixer un minimum et un maximum (15 % et 8 %)

Après observations de M. Liolle, la Commission croit

qu'il y aurait intérêt à fixer dès maintenant la composition du conseil d'administration de la façon suivante :

PRÉSIDENT : Le secrétaire général du Gouvernement ou à son défaut le conseiller de gouvernement adjoint au secrétaire général ;

MEMBRES : 1° L'inspecteur général des finances, chef de la Mission d'Algérie ;

2° Le directeur des services financiers au Gouvernement général ;



145  
3° Le directeur des affaires indigènes au Gouvernement général ;

4° Le directeur des territoires du Sud au Gouvernement général ;

5° Trois membres indigènes des délégations financières désignés par leurs collègues à raison de un par département ;

6° Les trois secrétaires généraux pour les affaires indigènes des préfectures de l'Algérie.

7° Trois présidents de sociétés de prévoyance désignés par le Gouverneur général (un par département) ;

8° Un représentant de la Banque de l'Algérie.

La commission décide de compléter le projet de loi dans le sens des trois points précités et notamment de fixer comme ci-dessus la composition du Conseil d'administration.

M. Lebene est autorisé à déposer son rapport dans ce sens. (No. 589)

La séance est ensuite levée à quinze heures et demie.

~~Séance du  
Mardi 30 Janvier 1934.~~

~~La séance est ouverte à quatorze heures sous la présidence de M. Hervey, doyen d'âge.~~

~~La commission~~



Séance du mardi 22 Novembre 1938

Présidence de M. le Général Bourgeois, président.

La séance est ouverte à quatorze heures quarante-cinq minutes.

Sont présents: M. le Général Bourgeois, Hervey, Leblanc, Ordinaire, Reboul, Viollette.

Délégation  
financière

Prop. de  
M. Viollette.

M. Viollette expose que la Sous-Commission, après délibérations, a abouti à un texte adopté à l'unanimité.

La sous-commission a voulu, avant tout, maintenir l'unité française, éviter de créer une souveraineté algérienne à côté de la souveraineté française.

Les Assemblées algériennes ne doivent avoir qu'un rôle de gestion financière, toute matière législative appartenant au propre au parlement français.

La sous-commission a voulu que tous les "contribuables" fussent appelés à discuter des finances de la colonie.

L'orateur donne lecture du nouveau texte de la proposition de loi relative au fonctionnement des assemblées algériennes.

"Art. 1<sup>er</sup> (voir ~~texte~~ aux annexes.) Adopté.

"Titre I Chapitre I<sup>er</sup> Composition et mode d'élection des Délégations."

La grande innovation de ce titre est celle qui divise la délégation des non colons



147

est en délégation des bénéfices industriels et commerciaux et délégation des professions libérales, traitements et salaires.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

à l'article 7 (Délégations indigènes),  
M. Ordinaire, demande quel est le sens  
de l'expression "indigènes français"?

M. Viollette. — Cela signifie "indigènes sujets  
français".

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

Chapitre II. — Fonctionnement des Délégations.  
Art. 10.

M. Leroy constate qu'à cet article il est  
attribué dans les commissions, à chaque  
délégation, "un nombre égal de commissaires  
quel que soit leur effectif". Cette mesure  
ne diminue l'importance de l'élément colon  
dans les commissions. D'autre part cet  
article entre dans les questions de règlement  
intérieur de l'Assemblée.

Or le règlement du Sénat est, par exemple,  
voté par le Sénat.

M. Viollette répond qu'il importe de ne  
pas laisser aux délégations le soin de dire  
comment seront composées les Commissions.

C'est le Parlement français qui doit ici  
intervenir. Les Assemblées algériennes n'ont  
pas de souveraineté.



M. Ordinaire. - Et elles ne représentent pas le pays tout entier, puisqu'elles ne sont pas titulaires du suffrage universel. L'analogie avec nos assemblées n'est donc que très lointaine.

L'article 10 est adopté.

M. Viollette donne lecture de l'article 11 dont le demeraleme le termine ainsi:

"Toutefois le Gouverneur général aura toujours le droit de réclamer le scrutin secret."

Certaines délégations s'engagent individuellement, par écrit, à voter dans tel ou tel sens. Pour obvier à cet inconvénient le Gouvernement général doit pouvoir, dans certaines circonstances graves, consulter les délégations avec le maximum d'objectivité.

M. Ordinaire approuve cette disposition. Il faut augmenter les pouvoirs des Gouverneurs généraux à mesure que l'on donne plus de liberté aux colonies.

M. le Président. - La disposition est excellente au point de vue moral.

Les articles 11 à 14 sont adoptés.

M. Viollette. Chapitre III. Attributions des délégations.

Les articles 15 à 17 sont adoptés.



"Titre II. - Le Conseil Supérieur de l'Algérie."

M. Viollette affirme la nécessité d'avoir une Assemblée limitant les pouvoirs de l'autre. Cette assemblée ~~de par son titre~~ au second degré serait constituée de manière à tenir compte des intérêts économiques de l'Algérie.

"Chapitre I. - Composition et mode d'élection du Conseil Supérieur."

"Article 1<sup>er</sup>" (V. annexes.)

X

M. Percey estime qu'une haute Assemblée de 72 membres est trop nombreuses, au regard de l'autre assemblée.

X

M. Viollette. Si l'on veut y faire figurer 1 indigène sur 4 représentants il faut au minimum admettre 4 membres par département. Mettre indigène sur 3 donnerait au l'élément indigène une trop grosse importance.

M. Ordinaire craint de voir s'élever des critiques contre une assemblée si nombreuses. On pourrait la réduire aux élus des conseils généraux.

M. Viollette. - Alors ce serait une assemblée essentiellement politique.

M. Ordinaire. - Elle fera un peu double emploi.

M. Viollette. - Non les attributions de l'une



et de l'autre assemblée sont très différentes.

Les articles 1 et 4 sont adoptés.

"Chapitre II. Attributions du Conseil  
supérieur."

Les articles 5 et 6 (dernier) sont adoptés.

M. Ordinaire demande si l'on ne  
pourrait pas différencier les deux assemblées  
au point de vue de la durée du  
mandat qui est de six ans pour  
l'une et l'autre.

M. Viollette réplique que la durée de  
6 années est très commode: 3 départements: une  
élection tous les deux ans.

L'ensemble de la proposition de loi  
est adopté.

M. le Président remercie la sous-  
commission de son travail.

Rapporteur  
définitif.

M. Viollette, rapporteur provisoire,  
est chargé du rapport définitif sur la  
réforme des assemblées algériennes.

La commission étudiera ultérieu-  
rement les autres parties de la proposition  
primitive de M. Viollette.

La séance est levée à 15 heures 45 minutes.



Séance du Mardi 9 décembre 1938  
Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures et demie.

Sont présents : M. le g<sup>al</sup> Bourgeois, Cuttoli,  
Hervey, Moumni, Reboul, Viollette.

Bleds durs

Farine

Projet de loi

Rapport

de  
M. Cuttoli

M. le président rappelle que le 19 novembre  
a été renvoyé au fond à la Commission  
la Proposition de loi adoptée par la  
Chambre des députés.

Tendant à prescrire en Algérie, dans la fabrication  
du pain, un pourcentage obligatoire de farine  
entière de blé dur.

M. Cuttoli a bien voulu accepter la rédaction du  
rapport; il a la parole pour en donner  
lecture.

M. Cuttoli, expose que les populations qui font  
le pain blanc, sont réfractaires aux farines de  
blé dur, cependant très nutritives.

Il eût été possible, par décret, d'autoriser le  
Gouverneur g<sup>al</sup> à prescrire, par arrêté, un pour-  
centage de farine entière de blé dur.

Les parlementaires et le Gouvernement ont  
préféré que ce fût la loi qui autorisât le  
Gouvernement à fixer le pourcentage de blé dur  
à incorporer dans les farines panifiables. Le



Gouvernement général pourrait recevoir délégation de fixer, par arrêté, ce pourcentage.

X M. Servey demande des explications sur les mots "farine entière de blé dur".

M. Cuffeli explique qu'il s'agit d'empêcher "d'écrémer" en quelque sorte le blé dur pour en extraire ~~la~~ la partie nutritive afin d'en faire des pâtes alimentaires.

Par l'incorporation proposée on espère limiter l'extension croissante des cultures en blé tendre qui concurrencent la mère-patrie.

Le Rapport est adopté.

M. Cuffeli, désigné comme rapporteur définitif est autorisé à faire déposer son rapport.

Terrains militaires.

M. Cuffeli au nom des Maires d'Algérie demande qu'une commission soit nommée par le Gouvernement afin d'examiner la possibilité de rétrocéder, soit en totalité, aux Municipalités, une partie des terrains militaires inutilisés.

A Philippeville, ils occupent les deux tiers du territoire de la Commune.

L'orateur déposera une motion devant la Commission.



Culture  
de  
la vigne  
en  
Algérie.

153  
M. Reboul rappelle les nombreuses  
doléances des populations viticoles de  
France à l'égard de l'accroissement  
des cultures en vignes de l'Algérie.  
La production tend à se rapprocher, dans la  
colonie, de 17 millions d'hectolitres.

La Commission devra s'occuper  
un jour de cette question afin de  
rechercher un terrain d'entente.

M. Viollotte croit qu'il pourra  
le trouver.

M. Leffort exprime le même avis.

M. le Président: Un échange de vues  
aura lieu à la Commission, au mois  
de janvier, sur cette importante question.  
La présence des représentants de  
l'Algérie sera nécessaire, ainsi que celle  
des représentants du Midi viticole.

La séance est levée à 17 heures.



Séance du Mardi 7 février 1933

Présidence de M. le g<sup>r</sup> Bourgeois, présid<sup>t</sup> d'âge.

Sont présents. M. M. Bourdeaux, le g<sup>r</sup> Bourgeois,  
Cuffoli, Fourment, Lervey, Leblanc,  
Mestiny, Albert, Lemnier, Ordinaire, Steeg,  
Valier, Violette.

La séance est ouverte à 14 h. 45.

Electron  
du  
Bureau.  
1933

Le bureau est maintenu, par  
acclamations.

En conséquence le Bureau, pour  
1933, se trouve constitué, comme suit.

Président: M. le g<sup>r</sup> Bourgeois,

Vice-présid<sup>t</sup>: M. M. Lervey, Duroux.

Secrétaires: M. M. Cuffoli et Ordinaire.

M. le Président, après avoir  
remercié ses collègues de la nouvelle  
marque de confiance qu'ils viennent  
de donner au Bureau sortant, par  
sa réélection salue les deux membres  
nouveaux de la Commission: M. M.  
Bourdeaux et Fourment.

S'adresse à M. D'Anger, absent pour raison de  
santé, les souhaits que forme la Commission  
pour son prompt rétablissement.

Rappelle les travaux de la Commission  
au cours de l'année écoulée et rappelle



les projets et propositions en instance.

Eaux  
Souterraines

M. Viollette demande à la Commission de se réunir la semaine prochaine pour discuter le projet de loi relative au statut des eaux souterraines en Algérie.

Il est décidé qu'une séance sera tenue à cet effet, le vendredi 17 février à 14 h. 30.

Ecoles  
Militaires  
Administration des  
indigènes  
Avis

M. le gal Bourgeois est désigné comme rapporteur pour avis du projet de loi sur l'admission des indigènes de l'Algérie et de la Tunisie à l'Ecole polytechnique, à l'Ecole spéciale militaire et à l'Ecole du service de santé militaire.

La séance est ensuite levée à quinze heures.

Séance du Vendredi 10 Mars 1933

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 h. 15 minutes.

Sont présents: M. le gal Bourgeois, Bourdeau, Tourmont, Hervey, Ordinaire, Viollette.

Ecoles  
militaires  
Avis

M. Viollette est désigné, en remplacement des



M. le <sup>g</sup>l Bourgeois, comme rapporteur pour avis  
du projet de loi sur l'admission des indigènes de  
l'Algérie et de la Tunisie, à l'Ecole polytechnique,  
à l'Ecole spéciale militaire et à l'Ecole du service  
de santé militaire.

<sup>X</sup>  
Statut indigène M. Viollet est désigné comme rapporteur  
Rapporteur supplémentaire, en remplacement de M. Manger,  
Rapporteur supplémentaire. rapporteur du projet de loi ad. p. la Ch. réglant  
les conflits entre la loi française et le Statut indigène  
algérien en matière d'état des personnes.

<sup>X</sup>  
Adjoint indigène M. Viollet, en remplacement de M. Manger, est  
P. de loi. désigné comme rapporteur supplémentaire de la  
Rapporteur proposition de loi ad. p. la Ch. tendant à instituer  
Rapporteur supplémentaire dans les conseils municipaux d'Algérie un  
poste d'adjoint indigène choisi parmi  
les conseillers élus par les indigènes.

Eaux souterraines  
en  
Algérie.

M. Viollet rapporteur, expose les  
grandes lignes de son rapport sur la  
proposition de loi ad. p. la Ch. relative au Statut  
des eaux souterraines en Algérie (v. doc. 1937.)  
La proposition de loi a pour but de revenir  
sur la jurisprudence du Conseil d'Etat qui estime  
que les eaux souterraines sont du domaine  
public en Algérie, y compris les eaux  
artésiennes. M. Jeze est d'accord avec le  
Conseil d'Etat.

L'arrêt fut rendu à la suite d'un arrêté  
du Gouverneur <sup>g</sup>l pris en 1917 en vue d'interdire



un forage à l'air, arrêté qui avait été  
attaqué au conseil d'Etat. Celui-ci donna  
raison au Gouvernement général.

Il est impossible de laisser la liberté des  
sondages, surtout dans le Sud, mais pas  
davantage dans le Nord.

Les nappes ont un débit déterminé. Un  
puits nouveau nuit à ceux qui existent; on  
ne peut approprier les autres de leurs richesses  
pour en créer une à son profit. C'est pourquoi  
l'administration doit exercer un droit  
de regard sur les forages.

Dans ces conditions il y a lieu de modifier  
le texte de M. Roux-Freilining, adopté par la  
Chambre de la façon suivante.

ARTICLE PREMIER. (1)

Le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 16 juin 1851  
est complété comme suit :

« Les eaux souterraines, à l'exception des eaux jaillissantes,  
lorsqu'elles sont amenées à la surface du sol par  
le fait de l'homme, appartiennent à l'auteur des travaux, sous réserve  
des droits des tiers.

« Dans le cas cependant où leur extraction n'est effectuée  
que par suite des nécessités d'une exploitation du sous-sol,  
elles ne deviennent la propriété de l'exploitant que dans la  
mesure où elles peuvent être utilisées sur les terrains affé-  
rents à l'exploitation. Elles tombent, pour le surplus, dans  
le domaine public. »

Art. 2.

« Les eaux souterraines jaillissantes qui sont amenées à  
la surface par leur seule force ascensionnelle et indépen-  
damment de tout moyen mécanique, continuant

(1) Les textes manuscrits remplaçant ou complétant ceux votés par  
la Chambre.



à faire partie du domaine public.

"Elles ne peuvent faire l'objet de propriété privée que dans la mesure prescrite par l'arrêté du Gouverneur général qui autorisera le forage et qui <sup>ou</sup> déterminera le diamètre <sup>ainsi que</sup> et la hauteur de la colonne de jaillissement, en tenant compte des besoins que ce puits doit satisfaire. L'arrêté prescrira en même temps les conditions d'évacuation des eaux inutilisées."

Ce texte est adopté.

M. Collette est autorisé à déposer son rapport.

Le Gouvernement sera prié de lire ce texte devant l'autre Assemblée.

La séance est levée à 15 heures 20 minutes.

Séance du mardi 21 Mars 1933

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 19 heures.

Sont présents : M. le Général Bourgeois, Cuttoli, Fourment, Seblanc et Monnier.

Commission  
municipales.  
Djemâas.  
Délégation  
du  
Mandat

La Commission confie à M. Cuttoli, le rapport sur le projet de loi tendant à proroger le mandat



159  
des membres des commissions municipales  
des communes mixtes et des membres des  
djemâas, en Algérie.

M. Lutholi, donne lecture de son  
rapport, qui est adopté.

Le rapporteur est autorisé à le déposer à  
la séance publique de ce jour.

Cartes  
d'épargne  
en  
Algérie  
Projet de loi.

La commission de l'ign. M. Auguste  
Mourin comme rapporteur du  
Projet de loi ad. p. la C. ayant pour objet  
de modifier le régime des succursales  
algériennes de la Caisse nationale d'épargne.

M. Mourin donne lecture de son  
rapport qui est adopté.

Le rapport sera déposé à la séance  
publique de ce jour.

Ce projet procèdera à l'Algérie une  
ressource de 3.200.000 frs.

La séance est levée à 1 h. un quart.



Séance du Mardi 20 Juin 1933

Résidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents: M. le Général Bourgeois, Jernellier,  
Servey, Leblanc, Dessimy, Ordinaire.

Fonds Commun  
des  
Associations indigènes  
de  
protection  
mutuelle.

La séance est ouverte à 14 h. 25 minutes

M. Leblanc fait connaître la modification  
apportée par la Chambre au texte du Sénat à  
l'article 5-5°. Au lieu de 3 membres indigènes  
la Chambre dispose: "2 membres indigènes de la  
délégation arabe des délégations financières etc, ...  
et un membre indigène de la délégation  
Babyle.

La Commission adopte cette  
modification et autorise M. Leblanc  
à déposer son rapport.

Proposition de  
M. Viollette.  
Assemblées  
algériennes.

M. le président informe la Commission  
que plusieurs de ses membres désirent  
entendre le Gouvernement sur la proposition  
de loi, concernant les délégations.

L'après-midi M. Viollette a envoyé à M. le  
président un télégramme demandant à la  
Commission d'entendre sur la question, une  
délégation de Conseillers généraux indigènes.

M. Dessimy. Il faut être d'une prudence  
extrême. La Commission doit entendre



161

Le Gouvernement général avant la discussion  
en séance publique, déjà fixée au 17.

M. le Président demandera au ministre  
de l'intérieur de l'autoriser le Gouverneur  
général à être entendu par la Commission.

X M. Hervey s'étonne que le Gouvernement  
n'ait fait aucune observation sur un  
texte élaboré avec soin par la  
Commission et la Sous-Commission.

M. d'Estigny. Tant que ne sera pas créé un  
ministère de l'Afrique du Nord il ~~se~~ sera  
toujours ainsi. Il n'existe aucune vue d'ensemble.

M. le Président rappelle le soin avec lequel la  
Sous-Commission a étudié et modifié la  
proposition de M. Viollette.

X M. Hervey ajoute que le texte a été soumis  
au Gouvernement.

M. le Président propose à la Commission  
de s'entendre avec le Gouvernement sur une  
audition du Gouverneur général.

Quant aux conseillers généraux indigènes ils  
ne seraient reçus qu'après assentiment préalable  
du Gouvernement.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 4 heures 45 minutes.



Séance du mardi 30 janvier 1934.

Présidence de M. Hervey, doyen d'âge.

Sont présents: M. le général Bourgeois, Bourdeau, Hervey, Mangot, Loubet, Chassin, Ordinaire, Roux-Freiliching, Steeg, Viollette.

La séance est ouverte à 14 heures.

Electon du  
Bureau  
pour 1934

Le bureau en fonctions est maintenu à l'unanimité.

En conséquence, il se trouve, pour 1934, ainsi constitué:

Présid<sup>t</sup>: M. le général Bourgeois.

Vice-présid<sup>t</sup>: M. M. Hervey et Duroux.

Secrétaires: M. M. Cu Hol et Ordinaire.

M. le général Bourgeois remplace au fauteuil de la présidence, M. Hervey, doyen d'âge.

M. le Président, après avoir remercié ses collègues de leur confiance fidèle au Bureau sortant, prononce l'éloge funèbre de M. Larrin, sénateur d'Oran, député de la Commission. Il salue les nouveaux élus à la Commission: M. M. Roux-Freiliching, Loubet, Mangot et de la Grandière.

Il se félicite du retour à la santé de M. Mangot.

Proposition de loi  
de M. Viollette,

M. le Président fait savoir que le Gouvernement



Le propose de déposer un projet de loi sur les Assemblées Algériennes et viendra, à cet effet, devant la Commission.

M. Lamatiolte. Le Gouvernement ~~se~~ a renoncé à ce projet et procédera par amendements à la proposition de loi en instance.

M. Roux-Freissineng, proteste contre un bruit qui tend à la création d'un ministère d'outre-mer comprenant dans son département toutes les colonies, protectorats et territoires de l'Afrique du Nord, notamment.

Tous les Algériens protesteraient contre le rattachement à un ministère autre que celui de l'intérieur.

La séance est ensuite levée à 16 heures 10 minutes.

~~Séance du mercredi 21 novembre 1934~~

~~Présidence de M. le Général Bourgeois, Préfet~~

~~Sont présents : M. le Général Bourgeois, Rayaux, Servey, Deblanc, Mauger, Roux-Freissineng, Steeg, Viollette, de la Gandière.~~

~~La séance est ouverte à seize heures.~~

~~Adjoint indigène  
Propos de loi :~~

~~M. Viollette expose les grandes lignes du~~



Séance du Vendredi 18 Mai 1934

Présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents : M. M. le général Bourgeois, Hervey,  
de la Grandière, Leblanc, Mangot, Mourier,  
Roux-Treissineng, Steeg.

La séance est ouverte à 14 h. 30 m.

Projet de loi  
portant  
Modification des  
Assemblées  
algériennes.

M. le président rappelle la proposition de loi de M. Viollette que, après examen d'une sous-commission, la commission a adoptée et qui comporte une refonte des Assemblées algériennes. Le projet du Gouvernement lui est présenté.

Il semble que la commission, pour laisser toute liberté d'action aux représentants de l'Algérie, devra désigner comme rapporteur un ancien membre de la sous-commission.

M. Roux-Treissineng, considère qu'il doit être apporté des modifications au projet de loi. Le scrutin de liste n'est pas à retenir.

X M. Hervey estime que le travail de la sous-commission doit servir à quelque chose.

M. le président : Le projet du Gouvernement a pour origine le rapport



165

fait par M. Viollette au nom de la Commission.

M. Roux-Frethron demande s'il est bien entendu que le rapport de M. Viollette n'est plus en cause.

M. Servey. - Ce n'est plus qu'un document parlementaire.

M. le président propose à la commission de désigner M. Seblanc comme rapporteur.

M. Seblanc accepte.

Il consultera les sénateurs de l'Algérie, M. Viollette, M. Leeg et les personnalités qui lui seront désignées, soit par ces derniers, soit par le Gouvernement.

X M. Servey exprime le désir que le rapport soit assez rapidement déposé.

M. Seblanc réplique qu'il fera toute diligence.

La séance est ouverte à 15 heures.



Séance du mercredi 11 Novembre 1934.

Présidence de M. le Général Bourgeois, président.

Sont présents : M. M. le gal Bourgeois,  
de la Grandière, Hayaux, Hervey, Leblanc, Danger,  
Roux - Treissineng, Steeg, Violette.

La séance est ouverte à seize heures.

Adjoint indigène.

Proposition  
de  
loi.

M. Maurice Violette, présente les grandes  
lignes de son projet de rapport sur la proposition  
de loi, adoptée par la Chambre des députés,

**Tendant à instituer dans les conseils municipaux  
d'Algérie un poste d'adjoint indigène choisi parmi  
les conseillers élus par les indigènes,**

Il donne lecture du texte de la Chambre  
ainsi conçu :

" En Algérie, dans les communes de plein exercice  
comptant plus de vingt conseillers municipaux (conseillers  
indigènes compris), les conseils municipaux élisent un  
adjoint choisi parmi les élus des indigènes. Cet adjoint est  
chargé de toutes les questions qui intéressent les indigènes  
musulmans.

" Il fait sur ces questions des propositions au maire qui  
statue. Cet adjoint n'est pas compris dans le nombre de  
ceux qui ont été admis par la loi du 27 juillet 1923. "

M. Violette propose de limiter cet article  
unique au texte suivant :

" En Algérie, dans les communes de plein  
exercice comptant plus de vingt conseillers  
municipaux (conseillers indigènes compris)



168

les conseils municipaux ont le droit d'élire  
un ~~adjoint~~ <sup>au</sup> besoin en sus du nombre  
admis par la loi du 17 juillet 1923, un adjoint  
choisi parmi les élus des indigènes."

M. Loblanc préfère l'expression "pourront élire".

M. le président note que la chambre prescri-  
vait une obligation: elle devient une faculté.

M. Violette fait confiance aux conseils  
municipaux des communes de plein exercice. Ils  
sont composés de ~~deux~~ deux tiers de conseillers européens,  
et il s'agit de communes importantes.

M. Roux-Treissineng préfère le texte de  
la Chambre qui restreint les pouvoirs de ~~et~~ adjoint.  
Avec la rédaction proposée, en cas d'absence du  
maire et des premiers adjoints, un indigène  
va gérer les affaires d'une commune, il  
va marier, musulman, des français.

~~M. Loblanc~~ <sup>M. le rapporteur</sup> de la proposition dit que la  
~~proposée~~ mesure est facultative. Dans certains  
cas les conseillers municipaux sont divisés et le  
souvent la faction indigène sera l'arbitre  
et emportera la décision.

Cela est fâcheux.

M. Violette rappelle que, dans la pratique,  
il est élu des adjoints indigènes. On consacre  
un état de fait.

M. Roux-Treissineng: Reconnu illégal par



## le Conseil d'Etat

M. Viollette voit dans le nouveau texte ~~soit~~ le moyen d'associer sagement et avec prudence, les indigènes à l'administration de la municipalité.

Il s'agit, d'ailleurs, de communes qui comportent ~~des~~ adjoints français.

M. Steeg, au texte de la Chambre, préfère celui du rapporteur de la Commission qui ne donne plus à l'adjoint indigène une autorité considérable sur les habitants musulmans de la commune.

M. Seblanc suggère d'écrire: "Cet adjoint ne pourra jamais remplir les fonctions réservées par la loi au maire".

M. Viollette accepte d'insérer la phrase qui suit: "Il prend rang après les adjoints européens." Ainsi la loi aura tout prévu et personne ne se fera diminuer par son collègue ou ses collègues.

M. Roux-Fretille estime, en présence de l'hostilité des intellectuels indigènes, qu'il est préférable de ne pas leur donner de l'autorité même sur les français. Il faut garder le texte de la Chambre.

M. Steeg insiste sur le texte proposé par M. Viollette qui s'oppose à la spécialisation de



163

l'adjoint indigène dans la défense des intérêts indigènes. Il faut le faire collaborer à l'ensemble des affaires communales.

M. Viollette, après un échange d'observations, propose de donner au nouveau texte la forme suivante :

"En Algérie, dans les communes de plein exercice comptant plus de 20 conseillers municipaux (conseillers indigènes compris), les conseils municipaux pourront élire, au besoin en sus du nombre admis par la loi du 17 juillet 1923, un adjoint choisi parmi les élus des indigènes.

Cet adjoint prend rang après les adjoints européens."

(Ce texte mis aux voix est adopté. - M. Roux-Freilhan a voté contre.)

M. le président pose la question de l'opportunité de ce texte.

M. Viollette ne conteste pas l'effervescence qui agite certains milieux indigènes. La cause ? N'avait-on pas, au moment du centenaire, promis, officiellement, une certaine représentation des indigènes ? Rien n'a été fait. Ainsi est née une sorte de déaffection dans les milieux intellectuels musulmans.

Il faudrait essayer de remonter ce courant naissant.

M. Hervey. - Pas trop vite.



1  
M. Viollette. - Dans la circonstance le pas n'est pas fâcheux.

Il faut montrer qu'il n'existe pas d'hostilité du Parlement français contre les indigènes.

La Commission décide d'autoriser M. Viollette à déposer son rapport le plus rapidement possible.

Reorganisation  
des

Assemblées Algériennes

projet de loi.

M. le président fait l'historique de la question, rappelle le dépôt de la proposition de loi de M. Viollette relative aux réformes à réaliser en Algérie à l'occasion du centenaire (3 juillet 1931), la réduction à un texte relatif aux Assemblées algériennes, texte élaboré par une sous-commission (mars-juin 1932) le dépôt du rapport par M. Viollette le 28 décembre 1932, la mise en sommeil de ~~Boussac~~ l'inscription à l'ordre du jour du Sénat, enfin le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi relatif à la reorganisation des Assemblées algériennes.

La commission, M. Viollette étant absent, a confié à M. Seblane son rapport sur ce projet de loi. La désignation de M. Seblane avait pour but de laisser à M. Viollette toute la liberté d'action au cours des débats.

M. Seblane a étudié longuement le projet; son enquête est faite, mais le rapport n'est pas rédigé.

Réglementairement, seul le rapport de M. Viollette est en état.



124

M. Leblanc se déclare disposé à céder son dossier à M. Viollette.

M. Viollette, de son côté, est prêt à laisser la totalité des deux affaires à M. Leblanc; mais il est de tradition de laisser le rapporteur de la proposition primitive examiner les projets ou propositions qui l'amendent.

Tous les sénateurs d'Algérie avaient accepté le texte de la sous-commission, devenu celui de la commission.

M. Leblanc estime qu'il appartient à M. Viollette de se saisir de l'ensemble de la question et de se charger du rapport sur le projet de loi.

Il en est ainsi décidé.

M. Hervé demande qu'enfin le Gouvernement puisse être entendu.

M. Viollette considère qu'un exposé du rapporteur doit précéder l'audition du Gouvernement.

La discussion du texte aurait lieu après l'audition du Gouvernement.

Il en est ainsi décidé.

La séance est ensuite levée à dix-sept heures vingt minutes.



Séance du Mardi 29 Janvier 1935  
Présidence de M. Hervey, doyen d'âge.

Sont présents:

M. le général Bourgeois, Ayanx,  
Hervey, Leblanc, Mounié, Mangot, Reboul,  
Roux-Freissineng, Steeg.

Bureau  
de  
1935

Le bureau en fonctions est réélus à l'unanimité.

En remplacement de M. Ordinaire, secrétaire, décédé, M. Roux-Freissineng est désigné.

En conséquence, le bureau pour 1935, se trouve ainsi constitué:

Président: M. le gal Bourgeois.  
Vice-Présidents: M. J. Hervey, Duroux.  
Secrétaires: M. Roux-Freissineng et Cuttoli.

M. le président, au nom du bureau, remercie la Commission de la nouvelle marque de confiance. Il exprime le désir de la voir se réunir plus

Assemblées fréquemment.

algériennes Le premier sujet qu'il convient de  
Reforme mener à bien est la solution à donner à la  
proposition de loi relative aux Assemblées  
algériennes à laquelle se joint le projet de  
loi du Gouvernement sur le même objet.  
Le ministre de l'intérieur doit être  
entendu.



123

M. le Président rappelle ensuite quels sont les projets et propositions restant soumis à la commission au fond ou pour avert.

La séance est ensuite levée à quinze heures quarante-cinq minutes.

Séance du mardi 19 février 1935.

Présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents M. le général Bourgeois, Lerey, de La Grandière, Leblanc, Loubet, Mauger, Moumou, Messimy, Roux-Freissineng, Viollette.

Situation  
des  
indigènes  
Interpellation  
de  
M. Viollette

M. le président expose que M. Viollette a déposé une demande d'interpellation sur les mesures que M. le ministre de l'intérieur compte prendre pour tenir, à l'égard des Français musulmans d'Algérie, les promesses qui leur ont été faites lors du centenaire.

M. le président ajoute :

Le Ministre de l'Intérieur avait accepté la discussion pour le 19 février .

Mais depuis, la situation en Algérie paraît s'être aggravée . Il y a eu des événements à Constantine, à Sétif et il s'est produit encore une agitation qui s'est traduite récemment aux élections Bendjelloul .

Dans ces conditions, j'ai eu un entretien vendredi dernier avec le Ministre de l'Intérieur qui m'avait convoqué . Il ne m'a pas caché que le développement de l'interpellation, quelque modération qu'y puisse mettre M. Viollette, pourrait avoir une réperc-



cussion fâcheuse en Afrique du Nord .

Ayant, personnellement, accepté la date du 19, il lui était difficile ~~XXXX~~ de demander à M. Viollette de reporter à plus tard son intervention, mais, devant la situation existante en Algérie, il avait pris la résolution de partir pour l'Algérie entre le 20 et le 25 et d'y faire personnellement une enquête .

Dans ces conditions, il me demandait de soumettre encore la question à la Commission, de voir si celle-ci n'estimait pas qu'il serait préférable que M. Viollette remit son interpellation à une date ultérieure .

Si tel était l'avis de la Commission, il chargeait celle-ci, en l'espèce, son président, de demander à M. Viollette de s'y ranger .

M. Viollette estime que les événements récents rendent nécessaire une explication .

Le Gouvernement a totalement ignoré les drames de l'Algérie . Il est nécessaire, maintenant, que des paroles d'apaisement soit prononcées par les pouvoirs publics .

Néanmoins il y aura mauvaise grâce, en présence des rumeurs insinuées par lui, de refuser à M. le ministre un ajournement jusqu'au début de Mars .

L'interpellateur ne recherchera pas, à la tribune, à fixer des responsabilités . Des promesses ont été faites aux indigènes .

En commission, cependant, on peut constater que si les événements ont pris une tournure fâcheuse c'est à cause d'une méconnaissance de la situation sociale et économique des indigènes .

En dépit d'initiatives louables faites en faveur des indigènes - notamment par M. Averty maire de El Aïoun - il règne une grande angoisse parmi les fellahs .

Des fautes graves ont été commises : demande formulée à la Chambre de naturalisation en bloc



125

(Juifs)  
Les indigènes de Tunisie, demande à la Chambre également,  
du rappel des travailleurs indigènes pour les remplacer  
par des Sénégalais.

Donc le débat doit se produire, mais placé sur  
un terrain objectif et purement doctrinal.

La France grande puissance musulmane  
ne doit pas perdre son autorité morale en  
recourant aux seules solutions de force.

M. Hervey demande quelles sont les conclusions de  
l'interpellateur.

M. Viollette répond que ce sont surtout les raisons  
données qui fixent la valeur des conclusions.

Comme l'interpellation durera, sans doute, plusieurs  
séances <sup>il est impossible</sup> ~~il est impossible~~ de réunir avant la fin du débat

M. le président: Quel serait votre ordre du jour?

M. Hervey pense que la Commission aurait, ou non, à  
s'affocher à un ordre du jour.

M. Viollette espère tomber d'accord, sur un ordre du  
jour, avec le Gouvernement.

M. Roux-Freuilhac demande où et quand des  
promesses furent faites aux indigènes.

M. Viollette rappelle qu'au moment des Banquets  
Thomson, avant le centenaire, M. Sarrant avait  
déclaré que la célébration de cette date, ne se  
passerait pas sans la présence de députés Algériens  
indigènes.



À la Chambre, un certain nombre de députés, ont demandé la création d'une représentation parlementaire des indigènes. La proposition fut repoussée à une faible majorité et M. Tardieu nomma une commission chargée d'examiner les moyens de réaliser la réforme.

M. Roux-Freilinger, qui assistait au débat à la Chambre, rappelle que la proposition émanant de M. Cl. Fautou et Diagne... Elle fut rejetée. Ce n'est donc pas une promesse. Jamais personne n'a connu la commission Tardieu.

En somme on n'a rien promis.

Il est vrai que l'Administration, en présence de la crise qui se voit, n'a pas cherché à protéger les indigènes contre la mévente de leurs récoltes. Elles leur sont payées achetées à des prix scandaleux : 35, 30 et 25 fr. le quintal. Il y a aussi l'usure des juifs et aussi des Kabyles, enfin les exactions des chefs indigènes.

Il faut protéger les sociétés de prévoyance indigène que l'on a aidées quand il était tout jeune.

La réforme indigène : elle est d'ordre économique. La misère est mauvaise conseillère.

Par ailleurs les indigènes sont travaillés par les communistes français, d'une part, et par la propagande étrangère d'autre part. Il y a des centres à Genève, à Jérusalem, en Syrie, au Caire et aussi à Berlin et à Paris. Berlin possède un comité panislamique



124

d'ailleurs également.

"L'Etoile Nord-Africaine" manifeste à Paris: on  
voit "à bas la France!" Il faut reconnaître que les  
Algériens se sont séparés d'eux. Les réunions se  
tiennent dans des locaux communistes.

Les émissaires secrets partent de Tunisie et  
opèrent en Algérie, ignorent du Gouverneur  
général. Il faut être sans pitié pour ces  
agitateurs.

M. le Président remarque que M. Viollette et  
Roux-Freissinang sont d'accord sur les réformes.

Pour les promesses: les membres du  
Gouvernement ont parlé dans le vague.

C'est toujours désastreux: on commence  
par déterminer des aspirations, des conceptions  
ensuites, puis on arrive à des volontés de  
réaliser.

M. Viollette affirme que le Gouvernement  
général est renseigné par un service qui  
fonctionne admirablement au 2<sup>e</sup> bureau  
du ministère de la guerre.

M. Estimay déclare rejoindre  
M. Viollette sur un grand nombre de  
points.

On a commis une grande erreur en naturalisant  
en bloc tous les sujets algériens, eux aussi  
des indigènes.

De telles graves ont été commises  
dans la politique musulmane: la principale  
est de ne pas en avoir. Or nous sommes



une grande puissance musulmane plus que  
c'est grâce à cela que nous tenons les deux  
rives de la Méditerranée, situation incomparable.

C'est la raison pour laquelle M. Massim  
compte interpeller le président du Conseil  
sur la politique musulmane de la  
France, à moins toutefois que M. Viollette  
n'y trouve une espèce de diminution  
de l'importance de son intervention.

M. Viollette réfléchira à cette  
suggestion. Il serait peut-être possible,  
en fin de discussion, de joindre  
l'interpellation à M. le président du  
Conseil.

Il serait bon, au sujet de l'ajournement  
de son interpellation, <sup>ajouté</sup> de M. l'orateur, que  
M. le président suggérât au ministre de  
l'intérieur d'inviter M. le président du  
Sénat de son désir de voir ajourner  
l'interpellation au 5 ou au 7 mars, en  
raison de son voyage en Algérie.

Hen est ainsi décidé.

La séance interrompue cesse à 15 heures  
35 minutes.



Séance du Jeudi 21 Mars 1935

Présidence de M. le Général Bourgeois.

Sont présents : M. Bourdeaux, Bourgeois, Heryaux,  
Leruez, Loubet, Mathieu, Roux-Freissineng,  
Mangon, Leblanc, Aubert, de la Grandière, Mounier.  
La séance est ouverte à 14 heures 30.

Interpellation

de M. le président ayant décidé connaître les  
termes de l'ordre du jour que M. Viollette  
se propose de soumettre au Sénat à la  
suite de son interpellation sur les mesures

que M. le Ministre de  
l'Intérieur compte prendre pour tenir, à l'égard des Fran-  
çais musulmans d'Algérie, les promesses qui leur ont été  
faites lors du Centenaire.

Mais l'ordre du jour n'est pas encore  
communiqué à la Commission qui n'en  
peut délibérer.

M. Aubert propose qu'une réunion  
soit tenue demain avant la séance  
pour examiner de nouveau, les ordres  
du jour susceptibles d'être déposés.

Etat des  
personnes  
Statut des  
indigènes.

Il en est ainsi décidé.

M. le président invite M. Mangon,  
rapporteur primitif de l'entente avec  
M. Leblanc, rapporteur pour avis de  
la Commission de législation, pour  
une entente au sujet du Projet de loi  
reglant les conflits entre la loi



française et le statut indigène algérien  
en matière d'état des personnes.

La séance est close à 16 h. 45 minutes.

Séance du Vendredi 22 Mars 1939.

Présidence de M. Servey, vice-président.

Sont présents: M. Bourdeau, le g<sup>al</sup> Bourgeois,  
Layan, Servey, Loubet, Mattimy,  
Roux-Freissineng.

La séance est ouverte à 14 heures  
15 minutes.

Interpellation  
de  
M. Viollette.

M. le Président demande quels  
sont les ordres du jour qui sont  
soumis au Sénat, comme conclusion  
de l'interpellation sur les Français  
musulmans.

M. Mattimy voit que M. Viollette  
propose un texte, de même que  
les sénateurs algériens.

D'autre part M. Mattimy déclare avoir  
révisé d'accord avec M. Lucien Saint et  
le Général Bourgeois d'est ainsi  
conçu:



181  
Le SENAT approuvant les déclarations du gouvernement, confiant en lui, pour poursuivre en Algérie, tant à l'égard des colons que des populations indigènes, une politique ferme et équitable, indispensable au maintien de l'autorité généreuse et libérale de la France, pour réaliser rapidement les mesures propres à remédier à la grave crise économique qui sévit aussi durement en Afrique du Nord que dans la Métropole, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

M. Roux-Freethinon déclare qu'il ne se ralliera à cet ordre du jour qu'après avoir entendu les déclarations du Gouvernement.

M. Messimy que le Gouvernement ne doit pas laisser la porte ouverte à la possibilité de l'électorat dans le Haut musulman.

La séance est levée à 4 heures 30 minutes.



Séance du Jeudi 18 Mars 1939

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 14 heures 30 min.

Sont présents: M. G. Bauffe, le g<sup>r</sup> Bourgeois,  
Hervey et Changer.

Adjoint Indigènes.

Prop. de loi

M. le Président consulte la Commission  
sur l'inscription à l'ordre du jour de cette  
proposition de loi qui est en état, le  
rapport de M. Viollette étant déposé et  
distribué.

La Commission décide d'attendre la  
rentrée de mai. Le Gouvernement sera  
alors consulté.

Conflits entre

les  
lois françaises et  
indigènes

Statut des Personnes.

Prop. de loi. M. Changer, rapporteur n'a pu obtenir  
de M. Delthil, rapporteur pour avis de  
la Commission de législation, la  
communication de ses amendements.

Il donne lecture de l'Avis de  
M. Delthil et du texte proposé  
au rapport.



La Commission décide de demander  
l'inscription à l'ordre du jour  
à la rentrée. A ce moment les  
amendements seront entendus et  
discutés, s'il y a lieu.

Admission des  
Indigènes  
dans les Ecoles  
Militaires

Monsieur le Président informe la Commission  
que M. Chastanier, président de la Commission  
de l'Armée, estime que cette  
Commission n'a pas à statuer  
encore sur ce projet.

Assemblées  
Algériennes

La Commission décide d'attendre  
la rentrée pour savoir si le  
Gouvernement entend maintenir  
son projet relatif à la réorganisation  
des Assemblées Algériennes.

La séance est levée à 4 heures  
45 minutes.



Séance du 21 Juin 1935

Présidence de M. le Général Bourgeois, président.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Sont présents: M. le Général Bourgeois, Cuttoli, Duroux, Hervey, Tellane, Manger, Messimy, Moulié, Roux - Treissinong, Steeg.

Indigènes

Accession à la

qualité de français. M. le président explique qu'il a convoqué la commission pour la désignation du rapporteur de la proposition de loi de M. Cuttoli sur l'accession des indigènes de l'Algérie à la qualité de français.

M. Cuttoli reprend les termes de l'expression des motifs de la proposition de loi.

Les intellectuels indigènes pense-t-il ne sont pas hostiles à la naturalisation en masse de par la loi. Il semble qu'une manifestation de volonté soit nécessaire. C'est ce que comporte le texte.

Il faut faire quelque chose pour cette partie de la population indigène esclavée et leur témoigner par cette concession qu'ils sont dignes d'être citoyens français.

Il conviendra de transmettre cette proposition au Ministère de l'intérieur qui consulterait le Gouverneur Général et d'attendre leur avis.



L'auteur de la proposition demande la permission de faire un rapport préparatoire.

M. Duroux estime que l'on peut donner satisfaction à M. Cutholi, à condition de porter remède à certaines exagérations de la loi de 1919 qui a conféré aux indigènes des droits électoraux, notamment en matière d'élections de conseillers municipaux indigènes. S'

L'orateur cite des cas scandaleux soit de vente de suffrages de conseillers indigènes, soit d'alliance avec une minorité de conseil municipal, de nature à enlever la mairie à la majorité européenne.

Cela doit cesser et l'occasion se présente de demander que les élus indigènes ne concourent plus à l'élection des maires et adjoints.

M. Cutholi ajoute que l'on pourrait au même temps consacrer l'existence des adjoints indigènes.

M. Steeg considère comme bien difficile de revenir sur des droits déjà accordés.

M. Roux-Freissineng tient la proposition de M. Cutholi pour inopportune. Il est regrettable qu'il n'ait pas pris l'avis de ses collègues d'Algérie.